

Réunion du Conseil des ministres
Les principales orientations du président Tebboune P 16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Mercredi 11 Février 2026 / N° 1269 / PRIX 20 DA



Loisirs, patrimoine et Sahara en vitrine
À Milan, l'Algérie passe à l'offensive pour séduire les touristes italiens P 2

TRANSFERT DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES DE POINTE EN ALGÉRIE

Le OK des firmes pharmaceutiques US

En fait, ce forum de haut niveau reflète clairement une ambition commune de renforcer le système de santé en Algérie à travers une innovation pharmaceutique responsable, durable et de niveau mondial.

Page 4



SANTÉ : LA GREFFE CARDIAQUE OPÉRATIONNELLE DÈS CETTE ANNÉE P 5



En violation du droit international
L'ENTITÉ SIONISTE ACCÉLÈRE L'ANNEXION DE LA CISJORDANIE P 16

Sous-traitance, intégration et chaînes de valeur
L'industrie mécanique, un moteur de croissance

Le Salon « Mécanica Algérie », bien plus qu'une simple vitrine commerciale, est un véritable espace d'échanges, de concertation et de mise en relation entre acteurs économiques, offrant des perspectives concrètes de partenariats et de valorisation du potentiel industriel national. P 2



Le pays accélère la décarbonation du transport maritime et des ports

L'Algérie renforce son engagement en faveur d'un transport maritime et de ports à faible émission de carbone, plaçant la décarbonation du secteur au cœur de sa stratégie de transition énergétique et de développement durable. Cette orientation a été réaffirmée lors de la journée d'étude sur « la décarbonation du transport maritime », organisée lundi à Alger par le groupe Serport, en présence de plusieurs ministres et hauts responsables, dont Mourad Adjal, ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Abdelkrim Bouzred, ministre des Finances, Kaouter Krikou, ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, ainsi que le directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouch. Les intervenants ont souligné le rôle stratégique du transport maritime et des activités portuaires, piliers essentiels du système logistique national, des chaînes d'approvisionnement et du commerce extérieur. Ils ont également insisté sur la nécessité d'une coordination efficace entre les acteurs du secteur afin de mettre en œuvre des solutions intégrées pour atteindre les objectifs de transition énergétique. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a rappelé les défis majeurs liés à la décarbonation et l'importance d'aligner le secteur sur les normes environnementales internationales. Il a insisté sur la modernisation des infrastructures portuaires et le recours aux carburants alternatifs comme leviers essentiels pour réduire l'empreinte carbone et concilier développement économique et protection de l'environnement. De son côté, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a réaffirmé le soutien de son secteur au processus de transition énergétique et au groupe Serport, notamment par l'accompagnement technique et institutionnel des projets portuaires et le raccordement des quais au réseau électrique. Il a rappelé les avancées réalisées dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le développement de solutions propres, notamment dans le cadre de projets ambitieux d'hydrogène vert. Cette journée d'étude traduit la volonté de l'État d'instaurer une approche globale et durable dans le développement du transport maritime et des ports, en intégrant les enjeux environnementaux, l'efficacité énergétique et la transition vers des activités à faible émission de carbone.

SOUS-TRAITANCE, INTÉGRATION ET CHAÎNES DE VALEUR

L'industrie mécanique, un moteur de croissance

À l'ouverture du Salon international « Méchanica Algérie » à Oran, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a mis en avant le rôle stratégique des industries mécaniques dans la relance du secteur industriel national, soulignant leur contribution essentielle à la diversification de l'économie, à l'intégration industrielle et à la création de richesse et d'emplois, dans le cadre de la vision économique portée par les pouvoirs publics.

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a mis en avant, hier à Oran, le rôle central des industries mécaniques dans la stratégie économique nationale, les qualifiant d'option structurante de l'État et de levier déterminant pour le développement économique et social du pays. Dans une allocution lue en son nom par le directeur de l'Industrie de la wilaya d'Oran, Abdelouahab Amamra, lors de l'ouverture de la première édition du Salon international « Méchanica Algérie », le ministre a replacé cet événement dans son contexte national. Accueilli au Centre des conventions Mohamed-Benahmed, ce rendez-vous consacré à l'industrie automobile, à la sous-traitance et aux pièces de rechange intervient, selon lui, à un moment charnière où l'État, sous l'impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'attelle à la reconstruction du tissu industriel national. Une démarche qui vise à faire de l'industrie un pilier du développement économique et social,

mais aussi un moteur durable de création de richesse et d'emplois. Le ministre a souligné que cette rencontre industrielle s'inscrit dans la trajectoire globale tracée par les pouvoirs publics pour l'émergence d'une industrie nationale solide, performante et compétitive, en mesure de contribuer efficacement à la diversification de l'économie et à la réduction de la dépendance aux hydrocarbures. Dans ce cadre, il a insisté sur la volonté de l'État de faire des industries mécaniques un catalyseur de l'intégration industrielle, en appuyant la sous-traitance nationale et en favorisant l'émergence de chaînes de valeur structurées, reposant sur une production locale orientée vers les besoins de l'économie nationale. À cet égard, le Salon « Méchanica Algérie » a été présenté comme bien plus qu'une simple vitrine commerciale, mais comme un véritable espace d'échanges, de concertation et de mise en relation entre acteurs économiques, offrant des perspectives concrètes de partenariats et de valorisation du potentiel industriel national. Le ministre a également mis en exergue l'importance de ce type de manifestations pour l'amélioration des taux d'intégration locale, l'encouragement de l'investissement productif et la promotion de partenariats équilibrés fondés sur le transfert de technologie, le renforcement des compétences et le développement du savoir-faire national. Il a, par ailleurs, souligné que ce salon illustre l'ouverture de l'Algérie à une coopération économique sérieuse et mutuellement bénéfique, tout en réaffirmant l'attachement du pays à ses choix souverains et à la priorité accordée au développement du produit national et à la consolidation des capacités des entreprises locales. Dans cette optique,



Le ministre de l'Industrie poursuit, a-t-il rappelé, la mise en œuvre du programme du président de la République visant à relancer l'industrie nationale sur de nouvelles bases, fondées sur la transparence, l'efficacité économique, l'encouragement de l'initiative privée et la promotion d'un investissement réel et créateur de valeur. À noter que cette première édition du Salon international « Méchanica Algérie », organisée par l'agence Eventrad, sous le patronage du ministère de l'Industrie, en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, le Conseil du renouveau économique algérien et la Bourse de la sous-traitance et du partenariat Ouest d'Oran, réunit près de 100 exposants nationaux et étrangers.

Y. R.

Pour renforcer la production locale

Fiat Algérie signe de nouveaux partenariats

Le directeur général de Fiat Algérie, Zawi Naji, a annoncé hier, à l'ouverture de la première édition du salon « Méchanica » au Centre des congrès Mohamed-Ben-Ahmed à Oran, la signature de cinq nouveaux partenariats dans le domaine de la

tôlerie, une avancée majeure pour le développement de la production en mode CKD. En présence du directeur général de l'Agence nationale de promotion de l'investissement et de nombreux industriels et investisseurs du

secteur automobile, il a précisé que quatre autres accords seront également conclus pour renforcer la fabrication locale de pièces détachées. Selon lui, « ces nouveaux partenariats confirment l'engagement du groupe à atteindre

un taux d'intégration locale supérieur à 30 % en 2026, tout en favorisant la création de valeur, la génération de nouveaux emplois et le développement accéléré des compétences dans la filière industrielle nationale ».

LOISIRS, PATRIMOINE ET SAHARA EN VITRINE

À Milan, l'Algérie passe à l'offensive pour séduire les touristes italiens

PAR BOUALEM B

Milan accueille depuis hier la 46^e édition de la Borsa Internazionale del Turismo (BIT), l'un des rendez-vous les plus attendus du secteur touristique en Europe. L'Office national du tourisme (ONT) y déploie, jusqu'au 12 février, un pavillon algérien ambitieux, accompagné d'une délégation d'opérateurs touristiques et d'artisans. Par cette présence, l'ONT ambitionne de transformer les atouts uniques du pays en réservations concrètes, particulièrement auprès du public italien. Installé au cœur de Fiera Milano, le

stand national a été pensé pour frapper les esprits. Son architecture et sa scénographie évoquent directement le patrimoine algérien, des ruines romaines aux dunes du Sahara. Équipé de tous les outils modernes de présentation à l'exemple des écrans, vidéos immersives et documentation soignée, il doit permettre aux participants de vendre efficacement la destination « Algérie » face à une concurrence internationale de plus en plus rude. Le communiqué de l'ONT met en avant trois piliers majeurs de l'offre touristique nationale. D'abord, le tourisme saharien, présenté comme l'âme profonde de l'identité algérienne,

avec ses paysages grandioses et son authenticité préservée ; ensuite le patrimoine romain, où l'Algérie se place en deuxième position mondiale après l'Italie pour la richesse et la conservation de ses vestiges antiques ; et enfin le tourisme religieux, notamment le circuit lié à saint Augustin, qui suscite un intérêt croissant chez les visiteurs italiens, sensibles à cette dimension spirituelle et historique. L'artisanat n'est pas en reste. Plusieurs créateurs spécialisés dans l'art exposent sur place des pièces authentiques - poteries, tapis, bijoux, objets traditionnels, etc. - qui illustrent la diversité et la vitalité du patrimoine

culturel algérien. Ces produits ne servent pas seulement de vitrine. Ils constituent une sorte d'invitation à découvrir un pays aux multiples visages. Au-delà de l'exposition statique, l'équipe sur place multiplie les contacts directs. Rencontres B2B avec des tour-opérateurs étrangers, échanges avec la presse spécialisée, distribution de brochures et supports numériques. Tout est mis en œuvre pour faire connaître les potentialités algériennes et lever les freins qui entravent encore les flux touristiques vers le pays. Cette participation s'inscrit dans le cadre du programme gouvernemental de promotion touristique

piloté par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Elle arrive à un moment stratégique. En effet, l'Italie est actuellement un marché émetteur important en Méditerranée, et les affinités culturelles et historiques entre les deux rives pourraient jouer en faveur d'une relance rapide des arrivées. Il reste maintenant à transformer ces trois jours milanais en réservations de billets et d'hôtels et en partenariats durables. Le pavillon algérien à la BIT 2026 n'est pas seulement une vitrine. Il s'agit d'un pari sur l'attractivité retrouvée d'une destination qui a beaucoup à offrir et qui semble, enfin, prête à le faire savoir avec force. ■

L'EXPRESS

Quotidien national d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zoulouache, Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT : **NOURDINE BRAHMI**

DIRECTEUR HONORAIRE: **ZAHIR MEHDAOUI**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION **RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

PARTENAIRE STRATÉGIQUE ET FOURNISSEUR FIABLE DE GAZ

L'Algérie dans le cercle

restreint de l'UE

C'est dans un contexte énergétique mondial stressant pour l'Union européenne que va se déplacer, ce jeudi à Alger, son Commissaire à l'Énergie, Dan Jørgensen. La donne sur les fournitures de gaz et de GNL, deux produits écologiques dits « verts » les plus utilisés par les européens pour leurs industries et leur confort domestique, a changé avec la guerre en Ukraine, le boycott du gaz russe via la plateforme RepowerUE avec le projet South2Corridor, et la nécessité de se ménager une porte de sortie vis-à-vis du gaz américain.

PAR MAHDI B

En clair, Bruxelles cherche des fournisseurs fiables qui ne soient ni américain, ni proches de la Russie, mais des opérateurs crédibles et produisant leur propre gaz et produits dérivés. La semaine dernière, le Commissaire européen à l'Énergie avait précisé cette attitude de Bruxelles : la Commission européenne continuera de chercher à élargir son éventail de fournisseurs, avec le Canada, le Qatar et l'Algérie pour la partie GNL. La déclaration de Jørgensen intervient au lendemain de la décision de l'UE portant sur l'interdiction de signature de nouveaux contrats d'importation de gaz russe à partir du 25 avril. En fait, Bruxelles ne veut pas faire l'erreur de l'année 2022, où la dépendance au gaz russe a plongé le vieux continent dans le noir. En outre, face au GNL US, Bruxelles reste inflexible et ne veut pas dépendre, là également, d'un seul fournisseur. « Bruxelles ne souhaitait pas une guerre commerciale avec Washington et que l'UE s'inquiétait de plus en plus du risque de remplacer une dépendance par une autre », a expliqué Jørgensen, après que l'UE ait abandonné le GNL russe au profit du GNL américain à la suite du conflit en Ukraine. « Nous n'avons jamais eu pour politique de réduire nos échanges avec les États-Unis et nous ne voulons pas de conflits commerciaux », a-t-il affirmé avant d'ajouter qu'il est également « évident que les bouleversements géopolitiques ont été un signal d'alarme. Nous devons être capables de prendre soin de nous-mêmes », a-t-il ajouté dans des déclarations rapportées par l'agence Swissinfo. Il est dès lors évident que l'Algérie se place en pole position pour les approvisionnements futurs en produits pétroliers, dont le gaz et le GNL, algériens. La visite à Alger du Commissaire européen à l'Énergie intervient dans ce contexte géopolitique et économique international fort éprouvant pour les Européens, qui ne veulent ni d'une dépendance au gaz US, ni de la Russie pour se chauffer et faire tourner leurs usines. Cette visite à Alger d'un haut responsable de Bruxelles a comme mission principale de « consolider le partenariat énergétique » entre les deux parties, avait rapporté lundi 9 février l'agence de presse italienne Agenzia Nova. Car l'Europe veut aujourd'hui plus de gaz, plus de GNL en provenance d'Algérie autant par gazoducs (Transmed et Medgaz) que par mer. Cette visite du commissaire européen intervient au lendemain de la décision de l'UE de réorganiser ses approvisionnements gaziers, dans le cadre de son objectif de cesser les importations de Russie d'ici fin 2027, selon l'agence italienne. La présence à Alger de Jørgensen coïncide égale-



ment avec une nouvelle décision européenne en faveur du gaz algérien, dont le GNL, qui est exempté d'une nouvelle disposition de contrôle de l'origine mise en place par l'UE. L'exemption concerne aussi le GNL américain et qatari. Or, les autres fournisseurs sont tenus de déclarer l'origine de leurs cargaisons au moins cinq jours avant leur arrivée dans les ports européens. Selon la plateforme spécialisée «Attaqa» (L'Énergie en arabe), cette exemption «confirme le rôle de l'Algérie en tant que partenaire énergétique fiable et stratégique pour l'Union européenne». Dorénavant, rien n'empêche Bruxelles d'entamer une autre forme de partenariat avec l'Algérie, avec au sommet de cette nouvelle relation l'Énergie avec ses différentes composantes. Car en 2025, Bruxelles s'est fourni à 95 % de GNL algérien, avec notamment 3,14 millions de tonnes pour la Turquie, 2,31 millions pour la France, 1,62 million à l'Italie, 1,44 million de tonnes à l'Espagne et 640 000 tonnes au Royaume-Uni. En 2025 par ailleurs, l'Algérie a détrôné les États-Unis au rang de premier fournisseur de GNL pour l'Espagne. Selon l'agence italienne, il y a une forte dépendance européenne, croissante d'ailleurs, au GNL, avec des importations record en 2025, 103,44 millions de tonnes, en hausse de 24 % par rapport à 2024. L'Algérie est parmi le «nombre restreint de partenaires clés» de l'Europe, concentrant, avec les États-Unis, la Russie et le Qatar, 90 % des approvisionnements totaux de l'UE. Bien plus, l'Algérie devrait devenir dans les toutes prochaines années un acteur majeur dans l'approvisionne-

ment de l'Europe en énergie verte et, surtout, un partenaire fiable et crédible après que Bruxelles ait entériné la fin des approvisionnements des pays de l'UE en gaz russe à travers l'initiative RepowerUE. Le projet énergétique européen South2, lancé au mois de janvier 2025 à Rome avec la participation de l'Algérie à travers le groupe Sonatrach, a réuni à Vienne ministres de l'Énergie et responsables économiques de plusieurs pays européens, qui ont confirmé leur engagement à accélérer la concrétisation du projet, un gigantesque corridor énergétique reliant l'Algérie, via la Tunisie, à l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne à travers un réseau de 3300 km. Ce projet d'ouvrage représente une infrastructure stratégique pour la transition énergétique européenne, notamment la fourniture par l'Algérie de l'énergie verte à travers ses installations de transport de gaz. Il permettra surtout d'acheminer de l'hydrogène vert produit en Algérie vers les principaux pôles industriels européens à des prix compétitifs, tout en consolidant la sécurité énergétique et les objectifs climatiques de l'Union européenne. Jeudi à Alger, les discussions entre le Monsieur Énergie européen et les responsables algériens devront marquer une nouvelle ère de la coopération énergétique entre Alger et Bruxelles. Un atout majeur pour l'Algérie : un investissement de près de 60 milliards de dollars dans les énergies vertes pour les toutes prochaines années, annoncé par l'Algérie lors de la 13ème édition du Napec, tenue en octobre 2025 à Oran. ■

RELATION ALGÉRO-ESPAGNOLES

L'ambassadeur Ramiro Fernandez Bachiller promet un approfondissement du bilatéral

Le nouvel ambassadeur du Royaume d'Espagne en Algérie, M. Ramiro Fernandez Bachiller, a affirmé, lundi, que les relations bilatérales entre les deux pays étaient « au beau fixe », tout en réitérant la volonté de Madrid de les « approfondir davantage ». S'exprimant devant la presse après avoir remis ses lettres de créance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'ambassadeur a souligné que l'Algérie et l'Espagne sont « des pays voisins et amis,

unis par des liens historiques, économiques et culturels séculaires ». Il a précisé que l'audience accordée par le président Tebboune avait constitué une « occasion pour passer en revue et évaluer les relations bilatérales entre nos deux pays, lesquelles sont au beau fixe », insistant sur la volonté du Gouvernement espagnol d'« approfondir les relations bilatérales avec l'Algérie » et de les « renforcer davantage ». M. Fernandez Bachiller a également rappelé que les deux nations sont

« très proches » et qu'« il existe des secteurs à fort potentiel, où nous pouvons travailler ensemble, non seulement sur le plan politique, dans le domaine des échanges économiques, sur les questions de la lutte contre l'immigration clandestine et concernant la sécurité de la région, mais aussi en matière de diplomatie culturelle et parlementaire ». Il a insisté sur le fait que ces secteurs constitueront les « axes fondamentaux » de sa mission en Algérie. **N. T.**

Éditorial

L'EXPRESS

L'ALGÉRIE, UNE ALLIÉE SÛRE DE L'EUROPE

PAR NASSIM TERKI

L'Algérie occupe, plus que jamais, une position centrale dans la sécurité énergétique du continent européen. La visite imminente du commissaire européen à l'Énergie, Dan Jørgensen, s'inscrit dans ce basculement. Officiellement centrée sur le gaz et le GNL, elle traduit en réalité un mouvement plus profond, la reconnaissance, par l'Union européenne, d'un partenaire fiable, constant, et décisif pour sa transition. Cette confiance ne repose pas sur des déclarations convenues mais sur des chiffres implacables. En 2025, l'Europe a absorbé près de 95 % des exportations de GNL algérien, faisant d'Alger un fournisseur de premier plan pour la Turquie, la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Plus révélateur encore, Bruxelles a choisi d'exempter le GNL algérien de son nouveau dispositif de traçabilité renforcée, quand d'autres fournisseurs doivent détailler l'origine de leurs cargaisons cinq jours avant leur arrivée dans les ports européens. Cette dérogation (accordée seulement à l'Algérie, aux États-Unis et au Qatar) consacre un statut, celui d'allié stratégique. Et pourtant, cette relation demeure déséquilibrée. L'Europe exige la fiabilité, s'appuie sur sa stabilité d'approvisionnement, mais peine à investir réellement sur le sol algérien. Les discours sur la transition énergétique seraient plus crédibles si les financements européens à destination des renouvelables en Algérie dépassaient les montants symboliques actuels. Quelques millions d'euros pour la coopération énergétique UE-Algérie, une goutte d'eau, au regard de l'ambition affichée et du potentiel colossal du pays en solaire, en éolien ou en hydrogène vert. Car l'Algérie ne se contente plus d'être un fournisseur fossile « de transition ». Le gouvernement le répète, le développement de l'hydrogène vert est une priorité nationale. Le projet de station semi-industrielle de 50 MW à Arzew, appuyé par l'Union européenne et l'Allemagne, illustre cette orientation. Les programmes ALTEH2A et South2 Corridor, reconnus d'intérêt commun par Bruxelles, dessinent même une architecture énergétique euro-méditerranéenne nouvelle, plus intégrée, plus durable. Pourtant, pendant que l'Algérie modernise son secteur, c'est bien l'Union européenne qui reste traversée par des résistances politiques. Le Président Abdelmadjid Tebboune l'a rappelé, la renégociation de l'accord d'association bute sur un seul pays, fidèle à une ligne de blocage déjà éprouvée par le passé. L'Algérie n'a jamais plié face au chantage économique. Aujourd'hui, la donne a changé. L'Europe a besoin d'un fournisseur fiable. L'Algérie en est un. Mais une relation stratégique ne peut se construire durablement qu'avec un respect mutuel et des investissements à la hauteur des enjeux.

Le ministre de la Justice somalien en Algérie
Echanges d’expertises et d’expériences

Un mémorandum d’entente a été signé, hier, entre le ministre de la Justice algérien et son homologue de la Somalie. Ce mémorandum visant à renforcer la coopération juridique et judiciaire et de l’échange d’expertises et d’expériences est signé, au siège du ministère, par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, et le ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles de la République fédérale de Somalie, Hassan Moallin Mohamud Sheikh Ali. Dans une allocution prononcée à cette occasion, Boudjemaa souligne l’importance des relations unissant les deux pays, fondées sur des bases solides et sur le respect mutuel, des principes qui ouvrent la voie, a-t-il dit, à une « coopération étendue », telle que voulue par les hautes autorités des deux pays. La signature de ce document vient renforcer les relations de coopération entre les ministères de la Justice des deux pays, à travers l’échange d’expertises et d’expériences, ajoute-t-il. Le ministre souligne, à cet égard, l’importance du développement des ressources humaines, qui sont aujourd’hui « au cœur des politiques d’investissement, jouant un rôle clé dans l’adaptation aux évolutions de l’ère numérique, un domaine dont le secteur de la justice ne saurait rester à la marge ». Dans cette optique, le mémorandum d’entente consacre une place importante au renforcement des capacités en matière de formation et de perfectionnement des magistrats et des membres du parquet, ce qui permet aux deux parties d’échanger les expertises et les expériences concernant les programmes d’enseignement des instituts et écoles assurant la formation des magistrats, des membres du parquet et des fonctionnaires des deux pays, précise-t-il.

Améliorer l’efficacité du travail judiciaire

En vertu de ce mémorandum, les deux parties ont également convenu de partager leurs expertises et leurs expériences dans la gestion et l’administration des établissements pénitentiaires, le développement de programmes de réinsertion sociale des détenus, la construction et l’équipement des infrastructures judiciaires et l’adoption de moyens techniques modernes, à même d’améliorer l’efficacité du travail judiciaire et de faciliter l’accès des citoyens à la justice, poursuit Boudjemaa. De son côté, le ministre somalien de la Justice salue la profondeur des liens fraternels unissant les deux pays frères, soulignant que ce mémorandum d’entente marque une « étape importante » dans le processus de renforcement de la coopération juridique et judiciaire entre les deux pays. Ce document, a-t-il dit, ouvre de larges perspectives en matière d’échange d’expertises et d’expériences, notamment dans les domaines du développement du système judiciaire, du renforcement des capacités et de l’amélioration de l’efficacité des institutions judiciaires.

« La Somalie souhaite bénéficier de l’expérience algérienne dans divers domaines »

Le ministre somalien de la Justice a indiqué que son pays attachait « une grande importance à l’expérience algérienne pionnière dans le domaine de la justice et de la magistrature et à son modèle réussi dans l’administration judiciaire, la formation et la législation », qui constituent, selon lui, une « véritable valeur ajoutée » aux efforts de son pays visant à développer le secteur de la justice, au service de l’Etat de droit et du renforcement de la confiance des citoyens dans les institutions de l’Etat. La Somalie « porte un grand intérêt à la coopération avec l’Algérie et souhaite bénéficier de son expérience dans divers domaines, afin de soutenir les efforts de réforme, de renforcement des capacités et de développement de l’assise juridique et institutionnelle du secteur de la justice », ajoute le ministre somalien. Après avoir salué les « efforts de coopération sincères de l’Algérie », il souhaite que ce mémorandum marque le départ d’un « partenariat pérenne dans le domaine de la justice, au service des intérêts des deux pays et des deux peuples frères ».

R. N.

TRANSFERT DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES DE POINTE EN ALGÉRIE

Le OK des firmes pharmaceutiques US

«Il est à souligner la capacité des entreprises américaines à transférer des sciences et des technologies de pointe en Algérie, à travers une coopération étroite avec les professionnels, les institutions et les ministères, en vue de stimuler la croissance du secteur des soins de santé».

PAR NOURREDINE B.

Dixit le chargé d’affaires de l’ambassade des États-Unis en Algérie, M. Ryan Palsrok, au forum de haut niveau organisé, avant-hier, par la Chambre de commerce américaine en Algérie sur le thème «Stimuler l’innovation à travers la coopération stratégique entre l’Algérie et les États-Unis». De fait, plusieurs entreprises pharmaceutiques américaines ont affiché leur intérêt à coopérer avec des opérateurs locaux afin de soutenir l’innovation dans le domaine de la santé en Algérie, non sans mettre en avant leur disposition à contribuer au développement d’un système de santé innovant et durable, dans un contexte marqué par l’accélération des technologies médicales. Dans ce cadre, M. Ryan Palsrok a également souligné que les relations économiques bilatérales, de longue date et multidimensionnelles, connaissent un développement dans plusieurs secteurs, notamment l’énergie, l’agriculture et la technologie, ajoutant que ce forum « contribuera à poursuivre cette dynamique et à renforcer la coopération dans le domaine vital des soins de santé », fera-t-il savoir. À cette occasion, le diplomate américain a réaffirmé le soutien de son pays aux initiatives visant à renforcer les relations économiques bilatérales et à encourager l’innovation. Pour sa part, le président de la Chambre de commerce américaine en Algérie, M. Warren Murdoch, a soutenu que la tenue de ce forum reflétait une ambition commune de renforcer le système de santé en Algérie à travers une innovation pharmaceutique responsable, durable et de niveau mondial, dira-t-il. Et de souligner que « l’innovation n’est plus seulement un moteur de croissance, mais un pilier de la résilience sanitaire nationale et un outil essentiel pour renforcer la compétitivité industrielle, sur lequel s’appuient les systèmes



de santé modernes grâce à leur capacité d’adaptation et à l’intégration des avancées scientifiques et technologiques», a-t-il expliqué. Prenant la parole, la vice-présidente de la Chambre et directrice d’un laboratoire américain en Algérie, Mme Doria Oughlis, a, quant à elle, affirmé que la participation des firmes pharmaceutiques américaines à ce forum traduit leur volonté de promouvoir l’action commune afin d’accélérer l’accès efficace à l’innovation au profit des patients, soulignant que la coopération algéro-américaine dans le domaine de la santé et de l’innovation sanitaire est «stratégique», d’autant plus qu’elle permet de fournir des traitements innovants. A noter qu’au cours de cette rencontre, les intervenants ont mis en avant le rôle des entre-

prises pharmaceutiques dans le renforcement de l’innovation en tant que valeur socioéconomique, ainsi que les moyens de mettre en place un environnement durable propice à l’innovation, y compris la protection des brevets d’invention et la consolidation des capacités nationales en matière de recherches cliniques. Il convient de retenir, enfin, que ce forum a été marqué par la présence de représentants de plusieurs secteurs ministériels, du recteur de l’Université des sciences médicales, M. Merzak Ghernaout, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, du représentant de la Direction générale des Douanes, de représentants d’organisations professionnelles, ainsi que de plusieurs experts et enseignants-chercheurs. ■

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Le Dr Tedros Ghebreyesus salue la priorité accordée à la santé en Algérie

Le directeur général de l’OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a exprimé, hier, son satisfecit quant aux avancées majeures réalisées par l’Algérie. Le DG de l’OMS, qui a reçu, en marge de la 158e session du Conseil exécutif de l’organisation à Genève, le Professeur Kamel Sanhadji, président de l’Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), a motivé son satisfecit par la qualité de la collaboration entre l’organisation onusienne et l’Algérie. Tout en soulignant l’excellence de son échange avec le Pr Sanhadji, le chef de l’OMS a tenu à marquer, dans un message rendu public à l’issue de la rencontre, sa reconnaissance envers les efforts consentis par l’Algérie dans le domaine de la santé. « Excellente réunion avec le Professeur Kamel Sanhadji, président de l’Agence nationale de sécurité sanitaire de l’Algérie et conseiller du Président algérien. Nous avons convenu de renforcer la solide collaboration entre l’OMS et l’Algérie dans les domaines des systèmes d’alerte précoce pour les urgences sanitaires et de la fabrication locale de produits médicaux », a-t-il écrit dans son tweet.

Un maillage hospitalier de proximité

L’un des piliers de cette réussite réside dans l’extension sans précédent de la carte sanitai-

re. Pour désengorger les centres hospitalo-universitaires historiques tels que Mustapha-Pacha, l’Algérie a misé sur une politique de proximité renforcée avec à la clé la réalisation de 88 nouveaux hôpitaux à travers le territoire national. Cette dynamique se poursuit en 2026, avec la livraison imminente de trois nouveaux complexes hospitaliers majeurs à Alger, apportant plus de 300 lits supplémentaires pour répondre à la pression des maladies. Au-delà des capacités d’accueil, c’est la spécialisation qui est au cœur de ce plan. La multiplication des Centres de lutte contre le cancer (CLC) et des hôpitaux Mère-Enfant témoigne d’une volonté de cibler les pathologies les plus lourdes. Cette modernisation du secteur s’accompagne également, faut-il le noter, d’une transition numérique accélérée, visant le « zéro papier » dès juin 2026 grâce au dossier médical électronique généralisé.

Le médicament : levier de souveraineté

Le satisfecit du Dr Tedros repose également sur la métamorphose de l’industrie pharmaceutique de l’Algérie qui ne se contente plus de consommer du médicament importé. En effet, sur ce point, il y a lieu de rappeler que l’Algérie produit désormais 83% de ses besoins nationaux en médicaments. Cette mue industrielle,

portée par le groupe public Saidal et des opérateurs privés, s’attaque désormais aux segments à haute valeur ajoutée. L’Algérie est passée d’importatrice nette à productrice d’insuline de dernière génération, notamment via l’unité de Boufarik, et a lancé la production locale d’anticancéreux en « full process ». L’enjeu est double, à savoir sécuriser la santé des citoyens et économiser les devises. En se lançant également dans la production localement de ses propres intrants chimiques, le pays ambitionne de réduire sa facture d’importation de matières premières de 60 %, soit une économie projetée de plus d’un milliard de dollars. Cette puissance industrielle est le fer de lance de la « Déclaration d’Alger » issue de la conférence ministérielle de novembre 2025, qui engage le continent à réduire sa dépendance extérieure.

L’horizon 2028 : un hub pour l’Afrique

A noter aussi que l’Algérie vise désormais, comme cela a été abordé lors de ladite rencontre, le « Niveau de Maturité 3 » (ML3) de l’OMS pour son autorité réglementaire, l’Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP). Ce label de qualité mondiale constituera le passeport définitif pour l’exportation massive vers le marché africain, en synergie avec l’Agence africaine du médicament (AMA).

DON D'ORGANES HUMAINS

Passer d'initiatives limitées à une stratégie nationale

«Le Conseil de la nation a organisé hier une journée parlementaire consacrée à la greffe d'organes. Actuellement, les greffes se font sur des donneurs vivants alors que le prélèvement post-mortem demeure difficile. Alors que la loi sanitaire 18-11 permet d'effectuer des transplantations d'organes, l'enjeu est d'inculquer la culture du don chez le citoyen et d'élaborer un Plan national de transplantation d'organes ».

PAR MERIEM KACI

«**L**a transplantation d'organes figure parmi les dossiers médicaux «les plus sensibles, qui touche directement à l'espoir de milliers de patients qui attendent une nouvelle chance de vivre», a indiqué lors de son discours le Pr Habib Douagui, président de la Commission Santé, Travail, Affaires sociales au Conseil de la nation. Pour lui, l'Algérie est aujourd'hui appelée à passer « d'initiatives limitées à une stratégie nationale globale ». Cela inclut, en particulier, «le développement de banques d'organes, le renforcement de la coopération entre les centres de santé et la réduction des listes d'attente afin de sauver davantage de vies », a-t-il énuméré.

Cependant, la réticence au don d'organes, particulièrement après le décès (don post-mortem), est fortement ancrée parmi les Algériens, bien que la religion ne l'interdise pas, a remarqué pour sa part Said Bouyezri, membre du Conseil islamique supérieur. « Le faible taux de don d'organes est principalement dû à des facteurs culturels et à un manque de sensibilisation, et non à une opposition religieuse. Cela nécessite donc un renforcement de la sensibilisation religieuse et médicale rationnelle », a préconisé M. Bouyezri. Ce dernier a affirmé que l'Islam ne s'oppose ni au don ni à la transplantation d'organes ; au contraire, cela s'inscrit dans les finalités de la charia, notamment la préservation de la vie, dès lors que les conditions et les règles juridiques établies sont respectées, notant que la loi de santé n° 18-11 organise les opérations de prélèvement et de transplantation afin de garantir un équilibre entre les impératifs thérapeutiques et la protection de la dignité humaine.

Une offre « largement » inférieure à la demande

En Algérie, l'offre de greffe d'organe est nettement inférieure à la demande car la transplantation repose quasi exclusivement sur les donneurs vivants. Raison pour laquelle les participants à la journée parlementaire ont relevé l'absence quasi



totale de prélèvements sur personnes décédées, et une hésitation non avouée chez les donneurs potentiels. Conséquence, les listes d'attente sont jugées « extrêmement longues », regrettent les praticiens ayant pris part à cette journée. Preuve à l'appui, en 2007, 118 transplantations rénales ont été réalisées dans 13 centres à travers le territoire national, a indiqué le Pr Tahar Rayane, chef de service de néphrologie, dialyse et transplantation rénale au CHU Hussein Dey (Parnet). Aujourd'hui encore, le programme annuel « stagne malheureusement sous la barre des 300 transplantations par an », précise le Professeur. Pourtant, « les besoins urgents imposent une offre minimale bien supérieure à 500 interventions annuelles, avec une qualité de résultats conforme aux standards internationaux », regrette M. Rayane. Pour améliorer la situation, M. Tahar Rayane préconise d'imposer un cahier des charges exigeant des résultats concrets à court et moyen termes, garantir des ressources humaines suffisantes, réglementées, hautement spécialisées et stables, et assurer l'engagement des équipes envers les objectifs fixés par le cahier des charges. Pour améliorer la situation, le conférencier estime qu'il est important de maximiser les transplantations à partir de donneurs vivants, mettre

en place un registre national de transplantation rénale afin de garantir une répartition équitable des greffons, créer des centres régionaux dédiés à la prise en charge des cas de mort cérébrale et aux opérations de prélèvements multi-organes. De son côté, le Professeur Ahmed Nacer Radouane, professeur chef de service CPMC Hématologie, fait savoir que le besoin est immense en terme de transplantation de cellules souches hématopoïétiques (CSH) en Algérie. Il indique que l'Algérie enregistre environ 7 000 cas d'hémopathies malignes (cancers du sang) par an chez l'adulte. Parmi eux, 40 % nécessitent une autogreffe et 15 à 20 % des leucémies aiguës nécessitent une allogreffe. À ce jour, « 6 619 greffes ont été réalisées en Algérie, dont 46 % en autogreffe et 54 % en allogreffe, précisant que les enfants représentent 30 % des allogreffes. Cependant, avec environ 220 allogreffes par an, le pays accuse un déficit de plus de 50 % par rapport aux besoins réels, a-t-il ajouté. Pour l'autogreffe, le pays dispose de 10 services d'hématologie équipés (5 au Centre, 2 à l'Est, 3 à l'Ouest), mais seuls 3 disposent des moyens de congélation à l'azote liquide. Pour l'allogreffe, seuls deux centres sont opérationnels (CPMC à Alger et l'EHU d'Oran). Un troisième centre à Batna (CLCC) est achevé mais non fonction-

nel par manque d'équipements et de personnel (médecins, agents d'entretien), précise le Pr Ahmed Nacer.

Plaidoyer pour un plan national de transplantations d'organes

Selon Pr Daouagui, l'Algérie est confrontée à un problème de santé publique en termes de greffe d'organes. Le pays dénombre 30 000 cas d'insuffisance rénale. Le coût de la prise en charge de ces pathologies est colossal, s'élevant à environ 600 millions de dollars par an, indique le président de la Commission santé. Dans la transplantation hépatique, les besoins sont constants chaque année alors que le principal obstacle dans les greffes de cornée est le manque de greffons. Pour remédier à cette situation, les participants ont appelé au renforcement du rôle de l'ANG. Ils ont également préconisé la création de trois pôles d'excellence régionaux spécialisés dans la transplantation d'organes ainsi que la création d'un registre des dons d'organes pour faciliter le travail des médecins. Ces derniers se sont entendus sur l'importance de l'élaboration d'un Plan national de transplantation d'organes. L'enjeu est notamment d'inculquer la culture du don d'organes aux citoyens. ■

Concours de recrutement d'enseignants

Le retrait des convocations pour l'entretien oral à partir du 8 mars

Le ministère de l'Éducation nationale a invité, dans un communiqué rendu public hier, les candidats dont les dossiers ont été acceptés dans le cadre des concours de recrutement sur titre pour l'accès aux grades d'enseignants, au titre de l'année 2025, à retirer leurs convocations pour l'entretien oral à partir du 8 mars prochain.

« Suite au report des dates de l'entretien oral aux 24, 25 et 26 mars 2026, au lieu de la date initialement fixée au 21 février 2026, le ministère veille à réunir les conditions adéquates pour la tenue des entretiens et à garantir le bon déroulement de l'opération, conformément aux plus hauts standards de transparence et de crédibilité », a précisé la même source. À ce titre, « tous les candidats dont les dossiers ont été acceptés sont invités à retirer leurs convocations pour l'entretien oral, à compter du 8 mars 2026, via la plateforme numérique de l'Office national des examens et concours (ONEC), dédiée à cet effet, sur le lien suivant : <https://concours.onec.dz> », ajoute le communiqué.

Vérification des données des inscrits aux examens du BEM et du Baccalauréat

Le délai prolongé jusqu'à samedi prochain

Le délai de vérification des données des inscrits aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session 2026) a été prolongé jusqu'à samedi prochain, a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Éducation nationale. «Après expiration du délai accordé aux candidats aux examens du BEM et du Baccalauréat (session 2026), élèves scolarisés et candidats libres, pour la vérification de l'exactitude de leurs données, et afin de donner une nouvelle chance de le faire aux candidats n'ayant pas procédé à cette vérification, le ministère de l'Éducation nationale informe qu'il a été décidé de prolonger le délai de vérification des données jusqu'à samedi 14 février 2026 à minuit (00h00) », lit-on dans le communiqué. L'opération se fait via les mêmes liens, à savoir <https://bem.onec.dz> pour le BEM et <https://bac.onec.dz> pour le Baccalauréat, en plus de l'espace dédié aux parents sur la plateforme numérique du ministère de l'Éducation nationale <https://awlya.education.gov.dz> pour les candidats scolarisés, précise la même source. « Dans le cas où une erreur serait constatée, les candidats scolarisés doivent informer les directeurs des établissements scolaires du type d'erreur enregistrée avant le 15 février courant. Les candidats libres sont, quant à eux, tenus d'en informer la direction de l'éducation auprès de laquelle ils sont inscrits ou le centre de wilaya de l'enseignement et de la formation à distance duquel ils relèvent, et ce, avant le 15 février courant », souligne le ministère. Si l'erreur concerne le nombre de candidatures déclarées ou l'obtention du Baccalauréat, «le candidat doit s'acquitter du montant dû, selon le cas, via la plateforme de e-paiement epay.education.dz, et ce, au plus tard le 15 février 2026», conclut le communiqué.

La greffe cardiaque opérationnelle dès cette année

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a annoncé hier que la greffe cardiaque sera lancée en Algérie au cours de cette année. Il a précisé que cette activité sera réalisée en coordination avec plusieurs pays avancés disposant d'expériences réussies dans le domaine des transplantations d'organes en général, et de la greffe cardiaque en particulier. Cette déclaration a été faite dans un discours prononcé en son nom hier par le secrétaire général du ministère, lors des travaux de la



journée parlementaire consacrée à la transplantation d'organes humains en Algérie, organisée par le Conseil de la Nation, à l'initiative de la Commission de la santé, des

affaires sociales et de la solidarité nationale. Le ministre de la Santé a souligné que la transplantation d'organes reste un domaine qu'il faut

développer en Algérie, car elle représente l'unique espoir pour des milliers de patients figurant sur une longue liste d'attente. Elle permettrait également de réduire les coûts liés aux traitements à l'étranger. Le ministre a également annoncé la mise en place d'un programme national supervisé par l'Agence nationale de transplantation d'organes, visant principalement à développer les greffes en Algérie, tout en confirmant le lancement de la greffe cardiaque dès cette année.

R.S.

SOLUTIONS D'ISOLATION THERMIQUE

Des représentants techniques de «Knauf Algérie» chez L'APRUE

FATIHA AMALOU.

C'est dans cette optique que l'Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie (APRUE) a reçu, le 09 février, des représentants techniques de la société «Knauf Algérie», spécialisée dans les matériaux et systèmes de construction, venus présenter différentes solutions d'isolation thermique contribuant à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, en particulier les systèmes d'isolation thermique par l'extérieur (ITE).«Cette rencontre a donné lieu à des échanges techniques riches et constructifs, permettant d'approfondir la réflexion autour des solutions efficaces, relativement faciles à mettre en œuvre et innovantes, qui permettront d'installer durablement les bonnes pratiques en matière d'efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment», indique l'agence dans sa page officielle facebook.Knauf Algérie est un acteur industriel majeur, leader dans la fabrication de matériaux de construction en plâtre (plaques, enduits, profilés) pour l'isolation thermique et acoustique, avec une forte capacité de production locale à Oran (plus de 35-38 millions de \ (m^{2}) \ de plaques/an). La société se distingue par son rôle dans la modernisation du bâtiment (systèmes de cloisons sèches), la formation professionnelle de milliers d'artisans/architectes et l'exportation vers l'Afrique. La Société propose des solutions d'isolation performantes et écoénergétiques (ex: Guardex) pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, forme plus de 2 000 à 2 500 professionnels (architectes, artisans) par an dans ses centres d'Alger, Oran, et Sétif, et via une caravane mobile, pour promouvoir les techniques de construction moderne.Elle agit comme un exportateur majeur vers l'Afrique et le bassin méditerranéen (plus de 7 millions de \ (m^{2}) \ de plaques exportés), valorisant le «Made in Algeria», et s'engage à réduire son empreinte carbone de 50% d'ici 2032 avec l'utilisation d'énergies vertes. Knauf Algérie soutient le secteur BTP national en fournissant des solutions de construction sèche, tout en se positionnant

Dans sa stratégie de promotion de la maîtrise de l'énergie, l'APRUE accorde une importance particulière au recensement et à l'évaluation des solutions d'efficacité énergétique disponibles localement, destinées notamment aux secteurs les plus énergivores.



comme un acteur industriel, formateur et exportateur clé.L'APRUE quant à elle déploie des solutions d'isolation thermique pour les bâtiments afin de réduire la consommation d'énergie de 10% d'ici 2030. Ces programmes incluent l'isolation des toitures/murs, la pose de menuiseries performantes et des aides pour l'isolation des bâtiments tertiaires.L'APRUE cible le secteur résidentiel (notamment avec un programme de 1 000 logements) et tertiaire pour isoler les toitures et les murs. Le projet «Isolation thermique dans les constructions existantes» soutient financièrement l'application de ces matériaux sur les toitures des bâtiments administratifs et

tertiaires.L'Agence fait également une promotion de l'installation de fenêtres à double vitrage pour limiter les transferts thermiques et pour le remplacement d'anciens climatiseurs (âgés de plus de 10 ans) par des modèles performants, avec une prise en charge par l'État de 50% du coût d'achat et d'installation.Elle soutient également à des solutions locales innovantes, comme la gestion intelligente (IoT) du chauffage dans les écoles. Ces initiatives visent à réduire la dépendance énergétique et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 7% d'ici 2030. Les appels à manifestation d'intérêt sont souvent publiés sur le site de l'APRUE.

Commerce extérieur
Les opérateurs invités à s'inscrire pour la participation au Salon international de l'alimentation à Barcelone

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, lundi dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions pour les opérateurs algériens actant dans le domaine de l'exportation, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des industries agroalimentaires, pour participer au Salon international de l'alimentation (Alimentaria 2026), prévu à Barcelone (Espagne) du 23 au 26 mars prochain, selon l'APS.Le ministère a invité les opérateurs souhaitant

participer à cet événement international à s'inscrire via le lien dédié sur son site électronique.Considéré comme l'une des plateformes internationales de premier plan dans le domaine des industries agroalimentaires et des arts culinaires, ce salon enregistre une large participation d'opérateurs venant des quatre coins du monde pour échanger les expériences, les expertises et les visions sur les évolutions de ce secteur, conclure des contrats et nouer des partenariats **R.E.**

LIGNE MINIÈRE EST ANNABA-BLED EL HADBA

Suivi intensif de l'achèvement des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé une deuxième séance de travail afin de suivre l'avancement des travaux sur le tronçon de 121 kilomètres entre Bouche-gouf, Souk Ahras et Dheria, Conformément aux instructions données par le Premier ministre lors de son inspection du projet de la Ligne minière de l'Est.Selon un communiqué du ministère publié sur sa page officielle facebook, des hauts responsables du ministère, des entreprises de construction, des bureaux d'études nationaux et du partenaire étranger ont participé à cette séance.Au cours de cette séance, le ministre a souligné la nécessité de mobiliser toutes les ressources disponibles, compte tenu de la complexité du tronçon Bouche-gouf-Dheria, notamment du terrain difficile. Il a insisté sur l'importance d'un suivi rigoureux des différentes phases de construction et sur la nécessité de renforcer la coordination entre tous les acteurs afin de garantir l'achèvement des travaux dans les délais fixés par le Président.La longueur totale de la ligne minière Est est de 422 km, dont 174 km sont achevés. Les 127 km de travaux en cours devraient être terminés d'ici avril prochain, portant ainsi la longueur totale du tronçon achevé à 301 km à cette même date. Les 121 km restants, reliant Bouche-gouf, Souk Ahras et Dheria, seront achevés conformément au calendrier prévu.Après avoir pris connaissance de l'état d'avancement des travaux sur les différents tronçons, le Ministre a donné des instructions strictes afin de mobiliser toutes les ressources matérielles et humaines disponibles, insistant sur la nécessité de renforcer la coordination entre tous les acteurs pour garantir la réalisation du projet dans les délais impartis.

F.A.

Saidal

Installation de Sihem Aouabdi à la Direction du CRDI

Le Dr Mourad Belkhelfa, Directeur Général du groupe Saidal, a procédé, hier, à l'installation officielle du Dr Sihem Aouabdi en tant que nouvelle Directrice du Centre de Recherche, de Développement et d'Innovation (CRDI), en présence des cadres du groupe.Dr Belkhelfa a insisté sur l'importance d'élaborer un programme d'actions structuré et un programme clair pour atteindre les objectifs ambitieux de Saidal, en particulier ceux relatifs au développement de molécules innovantes. Il a mis en avant la nécessité d'effectuer une transition stratégique, passant des

traitements chimiques aux traitements biologiques, afin de répondre aux défis sanitaires actuels et aux besoins croissants en matière de santé. Dans ce cadre, il a aussi insisté sur la mise en place d'un programme de formation pour le personnel, basé sur des références internationales, afin d'acquérir des compétences de haut niveau et rester compétitif dans le secteur de la biopharmacie.Selon un communiqué du groupe publié sur sa page officielle facebook,cette nomination s'inscrit dans la stratégie du groupe visant à renforcer les compétences scientifiques et techniques locales en attirant des talents algériens

de la diaspora. Dr Aouabdi, diplômée en médecine de l'Université d'Alger en 1998, a poursuivi sa formation à l'Université de Surrey au Royaume-Uni, où elle a obtenu un Master (MSc) et un Doctorat (PhD) en 2005.Forte de plus de 20 ans d'expérience dans la recherche biomédicale, elle a développé une expertise particulière dans les domaines des cellules souches, de la médecine régénérative et de la santé publique. Son parcours international est marqué par des postes de responsabilité dans des institutions prestigieuses, telles que l'université des Sciences et Technologies King Abdullah, ainsi que des collabora-

tions avec le ministère de la Santé des Affaires de la Garde Nationale en Arabie Saoudite, où elle a joué un rôle clé en tant qu'investigatrice principale. Dr Aouabdi a également été l'une des fondatrices de la biobanque de cellules souches, contribuant à la création et à la mise en place d'une installation de fabrication de cellules souches conformes aux bonnes pratiques de fabrication (cGMP).Très impliquée dans la communauté scientifique, elle a participé à de nombreuses conférences internationales, siégeant notamment dans des comités d'experts. En Algérie, elle est également membre fondatrice de

l'Association des Compétences Algériennes (ACA), où elle a joué un rôle central dans l'organisation d'événements scientifiques visant à renforcer les liens entre la diaspora et les chercheurs algériens.La nouvelle directrice du CRDI a à son actif plusieurs publications dans des revues scientifiques, attestant de son impact dans le domaine de la recherche biomédicale. Cette nomination marque une nouvelle étape dans la volonté du groupe Saidal de renforcer sa position de leader dans l'innovation pharmaceutique et de recherche en Algérie, en s'appuyant sur les talents de sa diaspora. **F.A.**

MOHAMED LOUAIL :

«Le projet de loi sur la numérisation est à un stade avancé»

Le projet de loi sur la numérisation est actuellement en phase finale d'examen au Secrétariat général du Gouvernement. Ce texte vise à réglementer et à harmoniser l'espace numérique, notamment la gouvernance des données, les infrastructures, les services numériques, ainsi que la société et l'économie numériques.



FATIHA A.

C'est ce qu'a révélé, hier, le directeur de la gouvernance numérique et de la coordination numérique du secteur

public au Haut-Commissariat à la numérisation, Mohamed Louail, lors de son intervention à la radio nationale chaîne 1. M. Louail a expliqué que le Système national de gouvernance des données a été lancé. Cette mesure stra-

tégique vise à contrôler, réglementer, protéger, orienter et utiliser les données, reconnaissant leur rôle essentiel dans l'aide à la décision publique et le renforcement de la souveraineté numérique nationale. Il a souligné que la gouvernance des

données est une composante intégrante du processus de transformation numérique et s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030, intitulée « Algérie numérique 2030 ». Il a souligné que la phase actuelle exige la mise en œuvre effective d'un système global de gouvernance des données, grâce à l'adoption de mécanismes et de techniques technologiques modernes pour le traitement et l'analyse des données, ainsi qu'à la restructuration des systèmes de gestion des données existants au sein des différents réseaux nationaux. Dans ce contexte, M. Louail a indiqué que le Système national de gouvernance des données est régi par le décret présidentiel n° 25-320 du 31 décembre 2025, qui l'a officiellement institué. Il a expliqué que ce système comprend plusieurs composantes essentielles, notamment la classification des données, l'indexation des sources et le Système national d'interopérabilité, qui constitue la colonne vertébrale des échanges de données entre les différents ministères, institutions et organismes publics, ainsi que les prestataires de services publics, via un réseau national sécurisé de transmission et d'échange de données. L'intervenant a ajouté que la mise en place de ce système national contribuera à une amélioration qualitative des performances du pays,

en particulier en renforçant le classement de l'Algérie dans les indicateurs internationaux de gouvernance numérique, notamment l'Indice de gouvernance numérique des Nations Unies (EGDI), qui mesure les progrès des pays en matière de services publics numériques. Il a également souligné que la Stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030, actuellement en cours d'élaboration, contribuera à la mise en place d'un système d'investissement national moderne et attractif, fondé sur un échange de données fluide, transparent et précis, issu de sources officielles et actualisées. En conclusion, Mohamed Louail a insisté sur le fait que ce système renforcera la coordination et l'échange de données entre les différents organismes nationaux compétents en matière économique, notamment dans les secteurs du commerce, de l'industrie, des finances, des douanes et des agences spécialisées. Ceci permettra une utilisation optimale des données et facilitera la mise en relation des investisseurs et des porteurs de projets dans un cadre favorisant la souveraineté numérique nationale. Il a ajouté que ces efforts contribueront à présenter une image plus moderne et cohérente de la transformation numérique en Algérie et renforceront la confiance des investisseurs, tant au niveau national qu'international.

Younes Grar :

«cela fait des années que l'Algérie s'est lancée dans une stratégie nationale de transformation digitale»

Le consultant et expert en technologies de la communication, Younes Grar, s'est exprimé hier sur le Dispositif national de gouvernance de données lancé par le premier ministre, Sifi Ghrieb, via le Haut commissariat à la numérisation. Cet organisme, faut-il le rappeler, est placé directement sous l'autorité du président de la République. Invité par la chaîne 3 de la Radio Algérienne, M. Grar, explique qu'il est question d'une stratégie nationale de collecte, d'organisation et de sécurisation des données de manière à les rendre facilement exploitables en vue de la digitalisation d'un ensemble de services à la destination des différentes parties prenantes, à savoir organismes de service public, entreprises et citoyens. M. Grar, qui s'exprimait à l'émission L'invité du jour, précise qu'il est surtout question d'uniformiser les formats des données collectées et les centraliser dans un data-center de manière à les rendre facilement, à la fois, accessibles et sécurisées. L'invité de la Radio fait en outre remarquer que « cela fait des années que l'Algérie s'est lancée dans une stratégie nationale de transformation digitale qui permet aux différents secteurs de numériser leurs données et digitaliser leurs processus pour offrir des services électroniques tel que c'est le cas pour la santé, la justice, l'enseignement, le travail, l'intérieur via l'état civil, etc. » Cependant, « chaque secteur dispose de ses propres données sans accès à celles d'autres secteurs ».

R.E.

CREA :

examen des moyens de renforcer la coopération avec la Société financière internationale

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, a examiné avec le vice-président de la Société financière internationale (SFI) pour l'Afrique, M. Ethiopis Tafara, les perspectives de renforcement de la coopération et du partenariat dans plusieurs secteurs, indique mardi un communiqué du Conseil. La rencontre, tenue lundi, a porté sur les opportunités d'échange d'expertises et de développement de partenariats aux niveaux national et international, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de la sécurité sanitaire, y compris l'industrie pharmaceutique. Les deux parties ont également évoqué les moyens de tirer parti des mécanismes de la SFI et de ses réseaux financiers afin de faciliter l'accès des entreprises algériennes aux marchés africains, précise le communiqué. À cette occasion, elles sont convenues de créer une commission conjointe chargée d'élaborer une feuille de route, de définir les objectifs et d'assurer le suivi périodique de leur mise en œuvre, à raison de deux réunions par an, en vue de renforcer la présence des entreprises algériennes à l'international. La SFI, membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus grande institution mondiale de développement, note le communiqué.

R.E.

Le pétrole cherche un nouvel équilibre face aux incertitudes sur l'Iran

Les cours du pétrole ont soufflé, hier, après avoir grimpé la veille en raison d'un appel à la prudence du service maritime du ministère des Transports américain aux navires commerciaux aux abords des côtes iraniennes, faisant craindre pour l'approvisionnement mondial, selon prixdubaril. Vers 10H20 GMT (11H20 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livrai-

son en avril, perdait à peine 0,06% à 69,00 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars cédait 0,17% à 64,25 dollars. En cas d'escalade militaire entre Washington et Téhéran, « le scénario catastrophe serait que le détroit d'Ormuz soit bloqué », par où transite 20% de la production mondiale d'or noir, ajoute Arne Lohmann Rasmussen, analyste chez Global Risk

Management. C'est pourquoi les tensions et menaces entre les États-Unis et l'Iran continuent de soutenir les cours du brut, malgré des pourparlers qui ont eu lieu à Oman vendredi. L'attention du marché se tourne désormais vers la rencontre entre le président américain et le Premier ministre israélien prévue mercredi. En amont de cette visite, l'Iran a appelé mardi les États-Unis, à résister aux « influences destruc-

trices » qui pourraient faire dérailler la reprise des pourparlers entre les deux pays, selon le ministère des Affaires étrangères. Cependant, la hausse des prix du brut pourrait « inciter les États-Unis à rechercher une issue négociée » avec l'Iran, estime M. Hvalbye. Selon les analystes, Donald Trump qui a plusieurs fois promis des prix du pétrole bas pourrait vouloir éviter une flambée de l'or noir, notamment avant les

élections de mi-mandat fin 2026. Par ailleurs, les récents incidents de production dans des champs pétroliers au Kazakhstan et les problèmes liés aux tempêtes hivernales aux États-Unis « s'estompent peu à peu et l'approvisionnement devrait revenir à la normale », rappelle l'analyste de Seb, ce qui pourrait encourager une baisse des cours si le risque géopolitique disparaît.

R.E.

NÂAMA Mécheria renforce ses capacités d'alimentation en eau potable

Les capacités d'approvisionnement en eau potable au profit de la commune de Mecheria (wilaya de Nâama) seront portées à plus de 14.000 mètres cubes par jour, a indiqué, lundi, la Direction de l'hydraulique de la wilaya. Le directeur de l'hydraulique, Cheikh Tahiri, a souligné que cette opération vise à renforcer et améliorer l'alimentation en eau potable au profit de plus de 70.000 habitants de la commune de Mecheria, à travers la réhabilitation et l'équipement d'une station de pompage. Cette dernière sera dotée de six pompes horizontales supplémentaires, d'un transformateur électrique et d'autres équipements électromécaniques, permettant de porter le débit à 160 litres par seconde. Ces projets permettront d'augmenter les capacités de pompage à 14.000 mètres cubes par jour et d'assurer des quantités suffisantes d'eau potable pour répondre aux besoins des habitants de la commune et des agglomérations qui en dépendent, a ajouté le même responsable. A noter que l'alimentation en eau de la commune de Mecheria s'effectue à partir de la commune de Nâama, via des canalisations de transfert d'une longueur de 18 km. Au cours des deux dernières années, plusieurs projets ont été réalisés afin d'augmenter les capacités d'approvisionnement en eau potable des deux communes. Ces projets comprennent, notamment, la rénovation et l'équipement d'une station de pompage, la réalisation d'un nouveau forage artésien au niveau du champ de prospection du chef-lieu de wilaya, ainsi que la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 6.000 mètres cubes chacun, pour une enveloppe financière globale d'environ 250 millions de dinars, selon la Direction de l'hydraulique de la wilaya.

ILLIZI Plantation de 3.100 arbustes à In-Amenas

Plus de 3.100 arbustes de l'espèce sylvoicole tamarix ont été mis en terre samedi dans la commune d'In-Amenas, dans le cadre d'une campagne volontaire de boisement, initiée par la Conservation des forêts de la wilaya d'Illizi. Cette campagne a été menée avec la participation du président de l'association Algérie Verte, Fouad Maâli, des autorités locales, des représentants de différentes institutions, dont ceux de l'Armée nationale populaire, de la commune d'In-Amenas, de la Protection civile, des Douanes algériennes, des Scouts musulmans algériens et des associations concernées par la protection de l'environnement. L'initiative intervient à quelques jours de la campagne nationale de plantation de « cinq millions d'arbustes », prévue le 14 février, et vise le renforcement des efforts de protection de l'environnement, de lutte contre la désertification et d'extension des espaces verts et du couvert végétal dans la région.

Aïn Kihal (Aïn Temouchent) des projets d'investissements pour l'approvisionnement du marché

Le wali de Aïn Témouchent a donné des instructions aux responsables du secteur du commerce de la wilaya afin d'assurer la disponibilité des produits alimentaires dans ce marché à des prix compétitifs. La commune d'Aïn Kihal, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, a été renforcée par de nouveaux projets d'investissement, dont la mise en service a été supervisée, lundi dernier, par le wali, Mabrouk Ouled Abdennebi. Dans ce cadre, un nouveau marché de proximité réalisé dans le cadre du programme du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL), avec une enveloppe financière de 15,6 millions de dinars algériens, a été inaugurée, a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Aïn Kihal, Benmansour Benaouda. Ce marché de proximité s'étend sur une superficie totale estimée à 3.000 mètres carrés et comprend 18 nouveaux locaux commerciaux, ainsi qu'une poissonnerie disposant de quatre espaces de vente, en plus de huit autres locaux aménagés dans le même espace relevant du patrimoine communal, a précisé le même responsable. Cet espace commercial a été mis en service et exploité, dans une première phase, comme marché solidaire spécialement à l'occasion du mois sacré de Ramadan. A cette occasion, le wali a donné des instructions aux responsables du secteur du commerce de la wilaya afin d'assurer la disponibilité des produits alimentaires dans ce marché à des prix compétitifs. La commune d'Aïn Kihal a également bénéficié d'un projet d'investissement relevant du secteur privé, consistant en la réalisation de six chambres froides, dont la mise en service a également été



Ces projets d'investissement contribuent à assurer l'approvisionnement du marché de consommation et à atteindre les objectifs de sécurité alimentaire.

supervisée par le wali. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'activité d'une exploitation agricole individuelle (EAI) s'étendant sur une superficie de 9,3 hectares, au sein de laquelle six chambres froides ont été réalisées, avec une capacité totale de stockage estimée à 2.160 mètres cubes, indique-t-on. Cette installation devra accueillir, dans les prochains jours, environ 5.100 quintaux de la récolte de pommes de terre, qui seront stockés afin d'assurer un approvisionnement régulier du marché de consommation, « ce qui permettra de stabiliser les prix de ce produit sur les marchés locaux », a expliqué le directeur des Services agricoles (DSA)

de la wilaya d'Aïn Temouchent, Mohamed Mehdi Kada. La même exploitation agricole dispose également d'une laiterie d'une capacité de production estimée à 6.700 litres par jour de lait reconstitué à partir de poudre et de 300 litres de lait frais. Ce projet sera élargi par l'acquisition de 38 vaches laitières, devant ainsi contribuer à augmenter la production à l'avenir, selon la même source. Le wali d'Aïn Temouchent a salué ce type de projets d'investissement qui contribuent à assurer l'approvisionnement du marché de consommation et à atteindre les objectifs de sécurité alimentaire.

APS

UNIVERSITÉ CONSTANTINE3 Formation en entrepreneuriat au profit de plus de 30 diplômés



Trente-deux (32) diplômés de l'université porteurs de projets ont bénéficié d'une formation sur les techniques et les mécanismes de l'entrepreneuriat, a indiqué lundi le directeur du Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) relevant de l'université Salah-Boubnider (Constantine 3), structure formatrice de cette formation. Il s'agit d'une 10e session de formation en la matière qui s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat signée entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises,

visant à développer les investissements dans le secteur des micro-entreprises afin de répondre aux besoins du marché national, a précisé à l'APS, Ismail Benteldjoune, également expert en finance, économie et entrepreneuriat. La formation a ciblé des diplômés de l'université spécialisés, notamment en médecine, architecture et urbanisme, psychologie, génie des procédés, sciences de la nature et de la vie, sciences de la communication et de l'information et sciences économiques, commerciales et de gestion, a-t-il indiqué. Sept thèmes ont été traités lors de cette session portant sur « le profil entrepreneurial », « l'analyse stra-

tégique de l'environnement de l'entreprise », l'« étude de marché », « le plan marketing », « le marketing digital », « la comptabilité et la finance de l'entreprise » et « le dispositif NESDA », a souligné la même source. Pas moins de 200 jeunes porteurs de projets avaient bénéficié de formations similaires, organisées durant les deux dernières années par le CDE dont 34 dossiers avaient été examinés et validés par le comité de sélection, de validation et de financement des projets relevant de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a fait savoir le même responsable.

TISSEMSILT Bientôt deux micro-zones d'activités

La fin des travaux de réalisation de deux micro-zones d'activités dans la wilaya de Tissemsilt est prévue d'ici à la fin du premier trimestre de l'année en cours, a indiqué, jeudi, le directeur de l'industrie de la wilaya, Achour Aïssani. Le même responsable a précisé que la réalisation de ces deux zones s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt, dans son volet relatif au secteur de l'industrie. La mise en œuvre de ces projets est assurée par la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), a-t-il fait savoir, sachant que la première micro-zone d'activités est située dans la région d'Aïn Es-Sedra, dans la commune de Khe-

misti. Elle s'étend sur une superficie de plus de 16 ha et le taux d'avancement des travaux a dépassé 70%, a ajouté la même source. La deuxième zone est projetée dans la commune de Tissemsilt, sur une superficie d'environ 1 hectare, avec un taux de réalisation dépassant les 75%, selon le même responsable. Aïssani a souligné que ces deux micro-zones seront mises à la disposition des investisseurs industriels et des porteurs de projets, après l'achèvement des travaux d'aménagement, via la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES LÉGUMINEUSES

Des bienfaits nutritionnels insoupçonnés

À l'occasion de la Journée internationale des légumineuses, célébrée le 10 février, il est temps de rappeler l'importance de ces aliments millénaires dans notre alimentation. Lentilles, haricots, pois chiches ou fèves, ces petites graines colorées sont à la fois nutritives, durables et accessibles méritent une place centrale dans nos repas.



PAR AMEL B.

Petites par leur taille, mais immenses par leurs bienfaits, les légumineuses figurent parmi les aliments les plus nourrissants que l'humanité consomme depuis des millénaires. Lentilles, pois chiches, haricots ou fèves constituent de véritables alliées pour la santé, à la fois accessibles, durables et riches sur le plan nutritionnel. La Journée internationale des légumineuses, célébrée le 10 février, constitue une occasion privilégiée pour sensibiliser le public à l'importance nutritionnelle, économique et environnementale de ces aliments essentiels. Les légumineuses sont des super-aliments naturels, pauvres en matières grasses, sans cholestérol et avec une faible teneur en sodium, ce qui contribue à prévenir les maladies cardiovasculaires et l'hypertension. Leur faible teneur en sodium en fait également un aliment de choix pour lutter contre l'hypertension artérielle et préserver l'équilibre du système circulatoire. Excellente source de protéines végétales, elles jouent un rôle clé dans l'alimentation, notamment pour les personnes réduisant leur consommation de viande. En effet, 100 grammes de lentilles sèches fournissent jusqu'à 25 grammes de protéines. Associées à des céréales comme le riz ou le blé, elles offrent un profil protéique complet, essentiel pour la croissance et la réparation des tissus.

Riches en fer, un nutriment dont la carence reste l'une des formes de malnutrition les plus répandues dans le monde, la consommation régulière de légumineuses aide à prévenir l'anémie. Pour en optimiser l'absorption, il est conseillé de les associer à des aliments riches en vitamine C, comme le citron, les poivrons ou les agrumes. Les légumineuses sont également une source précieuse de fibres, favorisant le transit intestinal, renforçant la satiété et participant à la régulation du cholestérol. Leur teneur en potassium et magnésium soutient la santé cardiaque, la fonction musculaire et la régulation de la tension artérielle. Elles fournissent de l'acide folique, indispensable au développement du système nerveux et particulièrement recommandé aux femmes enceintes pour prévenir les anomalies du tube neural chez le fœtus. Grâce à leur faible indice glycémique, les légumineuses aident à stabiliser le taux de sucre dans le sang et l'insuline, ce qui les rend adaptées aux personnes diabétiques et à celles qui souhaitent mieux contrôler leur poids. Certaines études montrent également que la consommation régulière de légumineuses peut réduire le risque de diabète de type 2 et de maladies cardiovasculaires. Au-delà de leurs qualités nutritionnelles, les légumineuses sont durables et économiques. Elles nécessitent peu d'eau et peu d'intrants pour pousser, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique et la préservation des ressources naturelles.

Elles sont faciles à conserver, résistent à la sécheresse et constituent une source essentielle de protéines et de minéraux pour de nombreuses populations rurales dans le monde. Leur diversité permet également de varier les régimes alimentaires, réduisant la dépendance à des cultures uniques. Malgré leurs nombreux atouts, les légumineuses sont parfois mal acceptées par les enfants. Les experts mettent en avant des stratégies simples pour les intégrer dans leur alimentation, introduire progressivement, en petites portions, varier les formes : purées, soupes, galettes, nuggets... , associer à des saveurs familières ou des plats préférés, impliquer les enfants dans la préparation pour stimuler curiosité et appétit, jouer sur les couleurs, les formes et la présentation pour les rendre attractives. La Journée internationale des légumineuses est bien plus qu'une célébration : c'est un appel à l'action pour intégrer ces aliments essentiels dans nos régimes alimentaires, sensibiliser à leurs bienfaits pour la santé, l'économie locale et l'environnement. Riches, polyvalentes et durables, les légumineuses méritent d'être au cœur de notre alimentation quotidienne, partout dans le monde. Polyvalentes, nutritives et durables, les légumineuses méritent amplement leur place au cœur de notre alimentation quotidienne.

A.B

Mal de dos

Des habitudes quotidiennes à éviter

Vous vous réveillez avec la nuque raide, les épaules tendues ou le dos endolori ? Vous pensez que c'est le stress ou l'âge ? Détrompez-vous : souvent, ce sont vos gestes quotidiens, de votre bureau à votre lit, qui sabotent votre posture.

Selon l'organisation mondiale de la santé, les lombalgies pourraient toucher 843 millions de personnes d'ici 2050, contre 619 millions en 2020. Derrière ces chiffres, des habitudes invisibles minent votre colonne vertébrale. Les experts mettent en garde contre des comportements à éviter... La tête penchée vers l'écran est une position qui ruine les épaules. Regarder un écran en penchant la tête en avant semble anodin... mais chaque centimètre supplémentaire augmente la pression sur votre colonne. Résultat : douleurs cervicales et tensions dans le haut du dos. Les experts conseillent de positionner l'écran à hauteur des yeux, de redresser la tête, épaules relâchées, de faire des micro-pauses pour étirer le cou toutes les heures. Il est également déconseillé de rester assis trop longtemps. Une étude du Journal of the American College of Cardiology montre que passer plus de 10 heures assis par jour augmente non seulement le risque cardiovasculaire, mais épuise les muscles posturaux, écrase la courbure naturelle du dos et favorise l'affaiblissement. La solution est d'alterner position assise et debout, de se lever et marcher 5 minutes toutes les 30-45 minutes. Il est recommandé aussi de renforcer les muscles posturaux par quelques exercices simples à faire au bureau. Éviter aussi de dormir sur le ventre. Dormir sur le ventre peut sembler confortable... mais cette posture contraind la colonne et le cou, peut endommager les articulations et gêner la respiration. Il est conseillé de dormir sur le côté avec un oreiller entre les jambes et un autre à serrer contre soi. De même, un matelas affaissé ou usé crée des zones irrégulières qui tendent les muscles, perturbent le sommeil et accentuent les douleurs. Changer le matelas tous les 7-10 ans. Choisissez-le ferme mais confortable, adapté à votre morphologie. Ajustez vos oreillers pour soutenir nuque et dos. Il y a également de petits gestes du quotidien à adopter. Éviter un sac trop lourd, téléphone à la main, posture affalée sur le canapé... Ces micro-habitudes minent votre posture sans que vous vous en rendiez compte. Il est conseillé de s'étirer régulièrement et de renforcer les muscles du dos et du tronc pour un soutien naturel. Le mal de dos n'est pas une fatalité. Corriger sa posture, bouger plus, et choisir un matelas adapté peut transformer vos nuits et vos journées. En 10 minutes par jour, vous pouvez déjà alléger les tensions, améliorer votre sommeil et améliorer sa posture.

RS

ChatGPT

Les failles de l'autodiagnostic médical

Chaque jour, 40 millions d'utilisateurs interrogent l'agent conversationnel ChatGPT sur des questions de santé, selon OpenAI. Mais peut-on réellement se fier à ce type d'intelligence artificielle pour poser un diagnostic médical ? Une étude britannique récente, menée par Andrew M. Bean, chercheur à l'Université d'Oxford et publiée dans Nature Medicine le 9 février 2026, suggère que la prudence est de mise. L'étude, intitulée « Reliability of LLMs as Medical Assistants for the General Public » (Fiabilité des grands modèles de langage en tant qu'assistants médicaux pour le

grand public), a évalué la capacité de ChatGPT à diagnostiquer des maladies à partir de symptômes rapportés par des patients fictifs. Pour ce faire, les chercheurs ont construit dix scénarios de pathologies, validés par trois médecins, et les ont présentés à un échantillon représentatif de 1 300 participants britanniques. Les résultats sont révélateurs : lorsque les participants posaient leurs questions à ChatGPT comme s'ils étaient malades, l'IA ne donnait le bon diagnostic que dans 37 % des cas. À titre de comparaison, les mêmes participants obtenaient un diagnostic correct dans plus de 45 % des cas en

utilisant leurs méthodes habituelles de recherche en ligne, comme Google ou des sites de référence fiables tels que celui du NHS (National Health Service). En revanche, lorsque l'IA recevait directement la liste complète des symptômes rédigée par les médecins, ses performances grimpaient : ChatGPT atteignait 95 % de précision, tandis que d'autres modèles de langage testés affichaient des résultats similaires, avec Llama 3 (Meta) à 99 % et Command R+ (Cohere) à 91 %. Selon les chercheurs, la principale limite ne réside pas dans la technologie elle-même, mais dans la manière

dont les utilisateurs interagissent avec l'IA. Beaucoup de participants ne communiquaient pas toutes les informations nécessaires ou posaient des questions trop vagues (« Cela pourrait-il avoir un lien avec le stress ? »), ce qui réduit la capacité du chatbot à proposer le bon diagnostic. De plus, lorsqu'un chatbot suggérait plusieurs maladies, les participants ne choisissaient pas toujours la bonne. Ces résultats mettent en lumière un point essentiel : les intelligences artificielles sont puissantes mais nécessitent une interaction précise et complète pour être efficaces, surtout dans un

contexte médical. Elles ne remplacent pas l'avis d'un professionnel de santé, mais peuvent servir d'outil complémentaire lorsqu'elles sont utilisées correctement. L'étude souligne également l'importance d'une utilisation responsable des agents conversationnels en santé. Si les IA peuvent, théoriquement, diagnostiquer correctement certaines pathologies lorsqu'elles reçoivent des données cliniques exactes, leur utilisation par le grand public peut induire en erreur, avec des risques de retard dans le diagnostic ou d'automédication inappropriée.

PAIX, SÉCURITÉ ET SOLIDARITÉ EN AFRIQUE DE L'EST

Le Soudan fait son retour au sein de l'IGAD

Le Soudan reprend sa participation à l'IGAD, réaffirmant son attachement à la coopération régionale, à la souveraineté nationale et à la stabilité régionale.

Le Soudan a décidé de reprendre l'ensemble de ses activités au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), convaincu que la coopération régionale constitue un socle essentiel pour le renforcement de la coopération internationale, a annoncé lundi le ministère soudanais des Affaires étrangères. Dans un communiqué, la diplomatie soudanaise a précisé que cette reprise pleine et entière intervient à la suite d'un communiqué publié par l'IGAD, dans lequel le Secrétariat exécutif s'est engagé à respecter les « cadres fondateurs de l'action régionale commune » ainsi que le principe de non-ingérence dans les affaires internes des États membres. Cet engagement se traduit notamment par la reconnaissance totale de la souveraineté du Soudan, de l'unité de son territoire et de son peuple, ainsi que de l'intégrité de ses institutions nationales. Le ministère a souligné que le gouvernement soudanais considère que « les questions liées à la paix et à la sécurité internationales figurent parmi les priorités majeures », affirmant déployer tous les efforts nécessaires à leur préservation tant au niveau régional qu'international.

L'IGAD a, pour sa part, salué la décision du Soudan de reprendre pleinement sa participation aux activités de l'organisation, y voyant une confirmation de la solidarité régionale et de l'engagement collectif en faveur de la paix et de la stabilité.

Le secrétaire exécutif de l'IGAD, Workneh Gebeyehu, a déclaré dans un communiqué que le retour actif du Soudan, en tant qu'État membre fondateur, contribue à renforcer l'unité de l'organisation et à accroître sa capacité à faire face aux priorités régionales communes. Il a estimé que cette décision constitue une nouvelle preuve de la solidarité régionale et de l'engagement collectif en faveur de la paix, de la stabilité et de la coopération dans l'ensemble de la région. Le responsable de l'IGAD a également réaffirmé la disponibilité du Secrétariat général à travailler étroitement avec le Soudan en vue de parvenir à des solutions pacifiques aux questions actuelles et de contribuer à la construction d'un avenir sûr et prospère pour le peuple soudanais et pour toute la région. Par ailleurs, le Conseil de sécurité des Nations Unies tient, ce lundi, une séance de consultations à huis clos consacrée à la situation au Soudan, à la suite de la dernière alerte du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), qui fait état d'une détérioration alarmante de la situation humanitaire dans le pays, en proie à un conflit armé depuis près de trois ans. Lors de cette séance, la directrice de la division de la coordination au Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Edem Wosornu, ainsi que le directeur exécutif adjoint chargé des opérations au Programme alimentaire mondial (PAM), Matthew Hollingworth, devaient présenter un exposé détaillé sur l'évolution de la situation. La dernière alerte de l'IPC a suscité de vives inquiétudes quant à l'aggravation de la crise humani-



taire dans les régions du Grand Darfour et du Grand Kordofan, où des conditions proches de la famine ont été observées dans plusieurs zones affectées par le conflit, notamment à El-Fasher, capitale du Darfour-Nord, et à Kadugli, capitale du Kordofan-Sud. L'alerte indique également que deux nouvelles zones du Darfour-Nord, Umm Barou et Kerenoi, ont dépassé les seuils de famine, entraînant une malnutrition aiguë et signalant un risque accru de mortalité excessive. Elle met en garde contre la possibilité que des zones voisines soient à leur tour confrontées à des conditions catastrophiques similaires. Le rapport précise en outre que des unités paramilitaires des Forces de soutien

rapide (FSR), engagées dans le conflit contre l'armée soudanaise, progressent dans les zones entourant Umm Barou et Kerenoi, forçant des milliers de civils à fuir les centres urbains vers des zones rurales à l'intérieur de leurs régions ou en direction de la frontière tchadienne. Dans ce contexte, les intervenants devaient exhorter la communauté internationale à « élargir la réponse humanitaire à la hauteur de l'ampleur et de l'urgence de la crise ». Le financement du Plan de réponse humanitaire pour le Soudan en 2026, qui nécessite 2,9 milliards de dollars, n'a atteint que 5,8 %, tandis que le plan de 2025, estimé à 4,16 milliards de dollars, n'a été financé qu'à hauteur de 38,6 %,

selon les chiffres communiqués. Les membres du Conseil de sécurité devaient également renouveler leur appel à un cessez-le-feu immédiat et rappeler aux parties au conflit leurs obligations au regard de la résolution 2417, adoptée le 24 mai 2018, qui condamne l'utilisation de la famine contre les civils comme méthode de guerre, ainsi que le refus illégal d'accès à l'aide humanitaire. Depuis avril 2023, le Soudan est le théâtre d'un conflit armé opposant l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide, un conflit qui a fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de millions de personnes, selon des estimations internationales.

R.I

LES SOUTIENS ÉTRANGERS AUX FSR, DE NOUVEAU MIS EN CAUSE

L'Arabie saoudite hausse le ton contre toutes les ingérences

Les accusations de soutien extérieur aux Forces de soutien rapide (FSR) refont surface avec force au moment où l'attaque menée vendredi dernier contre un convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) au Soudan provoque une vague d'indignation régionale et internationale. L'assaut, qui a coûté des vies humaines et détruit des vivres destinées à des populations civiles assiégées, est perçu comme un nouveau seuil franchi dans un conflit déjà marqué par des violations graves et répétées du droit international humanitaire. La Ligue des États arabes a rapidement réagi. Son secrétaire général, Ahmad Abou El Gheit, a dénoncé une attaque ayant causé « des pertes humaines et la destruction de fournitures alimentaires destinées à des civils confrontés à des conditions humanitaires extrêmement difficiles ». Il a rappelé que le ciblage délibéré de civils et la privation de leurs moyens de subsistance constituent des crimes de guerre au regard des normes internationales en vigueur.

La condamnation a également été ferme du côté de la Ligue islamique mondiale (LIM). Dans un communiqué publié samedi soir, l'organisation a qualifié l'attaque « d'acte criminel odieux », soulignant qu'elle viole gravement les valeurs religieuses, les lois internationales ainsi que les principes humanitaires universellement reconnus. Mais c'est surtout la réaction de l'Arabie saoudite qui a retenu l'attention par sa tonalité et ses sous-entendus. Sans nommer explicitement les acteurs concernés, Ryad a dénoncé la persistance de « certaines parties » à alimenter le conflit en introduisant des armes illégales, des mercenaires et des combattants étrangers sur le territoire soudanais. Une pratique jugée destructrice, car elle contribue directement à prolonger la guerre et à multiplier les souffrances endurées par les civils depuis le déclenchement du conflit armé en avril 2023. Dans un communiqué diffusé par l'agence officielle SPA, le ministère saoudien des Affaires étrangères a réaffirmé l'attachement du Royaume à « l'unité, à la sécurité et à

la stabilité du Soudan », appelant à la préservation de ses institutions légitimes et au rejet catégorique de toute ingérence extérieure. Le texte fustige également la contradiction flagrante entre les discours de certains acteurs se réclamant d'une solution politique et leurs pratiques sur le terrain, qualifiées de facteur central dans la prolongation de la crise. Selon Ryad, ces comportements relèvent d'un double jeu inacceptable, qui accentue la détresse du peuple soudanais et vide de son sens toute initiative diplomatique. Cette prise de position marque un durcissement notable du discours saoudien, d'autant que le Royaume a joué un rôle clé dans la médiation ayant conduit, le 11 mai 2023, à la signature de la Déclaration de Djeddah, engageant les parties à protéger les civils et à faciliter l'accès humanitaire. De nombreux observateurs estiment que cette sortie diplomatique vise implicitement les Émirats arabes unis (EAU), régulièrement cités dans des rapports internationaux pour leur implication présumée dans le soutien aux FSR. Bien

que le communiqué saoudien n'identifie pas nommément les parties incriminées, le contexte régional et diplomatique laisse peu de place au doute. Abu Dhabi fait en effet partie du « Quad » chargé de la médiation au Soudan, aux côtés des États-Unis, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite, ce qui renforce le malaise suscité par ces accusations indirectes. Plusieurs rapports, y compris émanant des Nations Unies, ont mis en lumière l'implication des Émirats dans l'approvisionnement militaire des FSR. Le Groupe d'experts sur le Soudan, mandaté par le Conseil de sécurité de l'ONU pour surveiller l'embargo sur les armes, a notamment accusé Abu Dhabi de fournir un soutien logistique et militaire déterminant aux FSR, incluant des drones armés utilisés dans des attaques meurtrières depuis de longs mois. D'autres enquêtes indépendantes évoquent l'existence de véritables ponts aériens acheminant des arsenaux sophistiqués vers les FSR, parfois dissimulés sous couvert d'opérations humanitaires. Un schéma que l'Arabie saoudite dit bien

connaître, pour y avoir été confrontée dans le conflit yéménite, et auquel elle oppose désormais une fermeté assumée. Dans le même communiqué, le ministère saoudien des Affaires étrangères a exprimé sa vive indignation face aux attaques menées par les FSR contre l'hôpital militaire d'Al-Kuwaik, ainsi que contre un bus transportant des civils déplacés, parmi lesquels des femmes et des enfants. Ryad a également dénoncé les dommages causés aux installations et aux convois humanitaires dans les États du Kordofan-Nord et du Kordofan-Sud. Des actes jugés injustifiables « en aucune circonstance », selon la diplomatie saoudienne, qui a réitéré son appel aux Forces de soutien rapide à mettre immédiatement fin à ces violations, à respecter leurs obligations morales et humanitaires et à garantir l'accès sécurisé de l'aide aux populations qui en ont un besoin vital, conformément au droit international humanitaire et aux engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Djeddah du 11 mai 2023.

R.I.

Trophée de la Coupe du monde

Exposition au grand public à la Coupole de l'OCO

Le trophée de la Coupe du monde a été exposé lundi à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, dans le cadre d'une tournée promotionnelle organisée par la Fifa visant à rapprocher le public du symbole suprême du football mondial. Lors d'un événement qui a attiré un large public de passionnés et d'acteurs du mouvement sportif national, de nombreux jeunes, familles et amateurs du ballon rond ont afflué de bon matin à la salle ovale pour admirer de près le trophée original de la Coupe du monde et immortaliser ce moment hautement symbolique qui marque la sixième édition de la tournée organisée par Coca-Cola, partenaire officiel de la Fédération internationale de football (Fifa) depuis plus de 50 ans.

A cet effet, le directeur régional de Coca-Cola Afrique du Nord, Mouatez Abderrahmane, a tenu à saluer les autorités algériennes et à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour avoir offert toutes les conditions nécessaires à la présentation du trophée original de la Coupe du monde et permettre au grand public algérien de le contempler de près. «Je remercie le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui nous a offert toutes les conditions pour organiser cette étape en terre algérienne. C'est la première fois depuis le début de cette tournée que le trophée reste deux jours dans un pays. Je pense que cette escale algérienne a été plus que réussie», a déclaré à la presse Mouatez Abderrahmane. Cette initiative mondiale a offert à des milliers de fans algériens l'opportunité unique d'approcher de près le trophée original de la Coupe du monde, en amont de l'édition 2026 qui se déroulera aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique (11 juin - 19 juillet). Elle a été également marquée par de nombreuses animations pour les fans, dont une exposition publique avec des séances photos aux côtés du trophée et des jeux de football interactifs.



Verts d'Europe Début cauchemardesque pour Abdeli, Aït Nouri brille

Le week-end européen des internationaux algériens a offert des scénarios contrastés, illustrant à la fois la dureté du très haut niveau et la capacité de certains Verts à s'y imposer durablement. En France comme en Angleterre, Himad Abdelli et Rayan Aït Nouri ont vécu des moments diamétralement opposés, chacun à sa manière au cœur de rencontres à forte intensité.



En Ligue 1, les débuts de Himad Abdelli sous le maillot de l'Olympique de Marseille ont viré au cauchemar. Recruté lors du mercato hivernal pour apporter de la fraîcheur et de la créativité à l'entrejeu phocéén, l'international algérien a été lancé dans le grand bain à l'occasion du Classico face au Paris Saint-Germain, lors de la 21e journée. Un contexte particulièrement hostile pour une première apparition, au Parc des Princes, face à un PSG largement supérieur et impitoyable. Entré en jeu à l'heure de jeu par Roberto De Zerbi, Abdelli a dû composer avec une équipe marseillaise déjà dépassée collectivement. Portés par un Ousmane Dembélé étincelant, auteur d'un doublé, ainsi que par Kvaratskhelia, Kang-in Lee et un but contre son camp, les Parisiens se

sont imposés sur un score sans appel (5-0), reprenant au passage la tête du championnat. L'OM, de son côté, reste bloqué au pied du podium et voit la pression s'accroître. Lucide en zone mixte, Abdelli n'a pas esquivé ses responsabilités. Marqué par la prestation collective, il a reconnu la difficulté de la soirée tout en appelant à une réaction rapide. Le milieu algérien a insisté sur la nécessité de se remettre au travail, de garder la tête haute et de rebondir, tout en défendant un groupe qu'il juge de qualité malgré cette lourde désillusion. A l'inverse, en Angleterre, Rayan Aït Nouri continue d'enchaîner les prestations solides et confirme son excellente dynamique depuis son retour de la CAN. Titulaire au poste de latéral gauche lors de l'affiche de la 25e journée de Premier League entre Manchester City et Liverpool, l'Algérien s'est une nouvelle fois distingué par

son activité incessante. Tranchant le long de son couloir, Aït Nouri s'est montré précieux offensivement par ses débordements et ses projections, tout en affichant une grande rigueur défensive grâce à des retours et des anticipations justes. Dans une rencontre disputée jusqu'au bout, marquée par trois buts inscrits dans le dernier quart d'heure, City s'est imposé 2-1 à Anfield. L'Algérien est même passé tout près d'un exploit personnel dans le temps additionnel, après une percée de plus de 60 mètres conclue par une frappe repoussée par Alisson. Entre la soirée difficile d'Abdelli et la confirmation d'Aït Nouri, les internationaux algériens poursuivent leur apprentissage et leur affirmation sur les scènes européennes, avec la même ambition : continuer à progresser et porter haut les couleurs du football national.

H.M.

CHAMPIONNAT DU MONDE 2027 DE HANDBALL

L'Algérie dans le chapeau 4

La sélection algérienne de handball messieurs a été placée dans le chapeau 4, en prélude du tirage au sort du Championnat du monde 2027, prévu le 10 juin prochain à Munich, a annoncé lundi la Fédération internationale de handball (IHF). Outre l'Algérie, le chapeau 4 comprendra le Qatar, le Koweït, le Japon, l'Angola, l'Uruguay et les deux équipes invitées, complétant ainsi le plateau de 32 équipes. La sélection algérienne avait composé son ticket pour le Mondial 2027 après la quatrième place obtenue lors du Championnat d'Afrique des Nations 2026 organisé au Rwanda (21-31 janvier) et remporté par l'Egypte face à la Tunisie. Le tableau final des sélections qualifiées n'est pas encore totalement complété, puisque 13 places restent à attribuer, alors que 19 équipes sont déjà qualifiées. L'Allemagne, pays hôte, et le Danemark, tenant du titre mondial, étaient les seules sélections qualifiées avant les compétitions continentales disputées en janvier. L'Afrique sera représentée par l'Egypte, la Tunisie, le Cap-Vert, l'Algérie et l'Angola. Cette dernière a validé son billet grâce à une victoire face au Nigeria lors du match de classement 5/6 du Championnat d'Afrique masculin 2026, signant ainsi sa première participation au Championnat du monde depuis 2021 et la sixième de son histoire. La liste des participants sera complétée par le vainqueur du Championnat d'Amérique du Nord et des Caraïbes masculin, dix équipes issues des barrages de la phase 3 des qualifications européennes en mai 2026, ainsi que deux invitations (wild cards) attribuées par le Conseil de l'IHF. Conformément au Règlement des compétitions de l'IHF, le tirage au sort du Championnat du monde masculin 2027 se déroulera sur la base de quatre chapeaux de performance. Le

tour préliminaire comprendra huit groupes de quatre équipes, les trois premières de chaque groupe accédant au tour principal. Le tournoi se déroulera du 13 au 31 janvier 2027. Les 13 matchs du tour préliminaire seront répartis de manière à ce que chaque équipe bénéficie d'au moins un jour de repos entre les rencontres, garantissant qu'aucune sélection ne joue deux jours consécutifs, afin de préserver la santé et la performance des joueurs, souligne l'instance internationale. Le tour principal et la Coupe du Président se dérouleront immédiatement après le tour préliminaire, en respectant également au moins un jour de repos entre tous les matchs pour chaque équipe. Le dernier week-end à Cologne comprendra les demi-finales, les matchs de classement 5 à 8, le match pour la médaille de bronze et la finale, tous programmés avec des jours de repos entre les apparitions des équipes concernées. Le tour préliminaire (deux groupes chacun) aura lieu à Munich, Magdebourg, Kiel et Stuttgart. Le tour principal (deux groupes chacun) se jouera à Cologne et Hanovre, tandis que la Coupe du Président se déroulera à Magdebourg. La phase finale à élimination directe, à partir des quarts de finale, sera accueillie par la LANXESS Arena de Cologne.



Meeting en Salle de Metz

Nouveau record d'Algérie et arabe pour Gouaned sur 800 mètres

Le demi-fondiste algérien Mohamed Ali Gouaned a établi un nouveau record national et arabe du 800 mètres en salle, en réalisant un chrono de 1:44.67, lors du meeting hivernal de Metz (France), disputé dimanche soir. Le natif de Biskra (23 ans) améliore ainsi ses propres records sur la distance, qu'il avait déjà battu la semaine passée, en 1:45.10, lors du Meeting en Salle de l'Eure (France). Le bon chrono réalisé par Gouaned est également considéré comme un minima de qualification aux prochains championnats du monde en salle, prévus la mi-mars 2026 à Torun, en Pologne. Ce qui est également le cas pour son compatriote Slimane Moula, qui s'est qualifié ce week-end, avec un chrono de 1:45.48, réalisé lors d'un meeting international en Russie. Deux autres athlètes algériens ambitionnent de se qualifier à ces Mondiaux, Haïthem Chenitef (sur 1500 mètres) et Yasser Mohamed Tahar Triki (au triple saut).

Bayern Munich

Harry Kane visé par des clubs saoudiens

Kicker rapporte que Kane est devenu la cible d'Al-Ahli et d'Al-Ittihad. Le capitaine de l'équipe d'Angleterre a un contrat jusqu'en 2027 et une clause libératoire fixée à un maximum de 70 millions d'euros (61 millions de livres sterling/83 millions de dollars). Cette saison, toutes compétitions confondues, Kane a marqué 45 buts en 40 matchs et réalisé neuf passes décisives. Le Bayern souhaite toutefois qu'il prolonge son séjour à l'Allianz Arena. La clause libératoire de Kane expire à la fin du mois de février, et non en janvier comme on le croyait auparavant, mais il doit informer le Bayern de son intention de partir avant que la clause puisse être activée.

Les clubs de Premier League auraient pris contact avec les représentants de Kane, bien qu'ils ne soient pas nommés, tandis que les clubs saoudiens suivent également l'évolution de la situation. Il se sentirait à l'aise à Munich, où il a installé sa famille, mais on ne sait pas s'il serait prêt à déménager au Moyen-Orient. Kane ne devrait pas prendre de décision concernant son avenir avant la Coupe du monde 2026, l'ancienne star des Spurs affirmant que les Three Lions se rendront en Amérique du Nord avec l'ambition de remporter le titre. Il a déclaré : « Je pense que nous n'avons jamais été aussi bons. Quand on regarde le onze de départ et les remplaçants, je pense que nous allons aborder le tournoi en tant que favoris. Nous de-

vons l'accepter, c'est le cas depuis plusieurs tournois et cela fait partie intégrante du processus. Nous avons construit quelque chose, nous avons passé une excellente année avec le nouveau sélectionneur et nous attendons maintenant avec impatience 2026. »

Kane pourrait-il revenir en Premier League ?

Son ancien coéquipier des Three Lions, Conor Coady, a également salué l'attaquant, insistant sur le fait qu'il est un plaisir de le voir en pleine action : « Harry Kane joue chaque minute de chaque match parce qu'il fait le travail. Jouer pour son pays signifie beaucoup pour lui - c'est un plaisir de le voir jouer. Je pense que l'Angle-

terre a été au top ce soir. L'équipe est en excellente position pour aborder l'année prochaine. Cela a parfois été difficile, mais les remplaçants qui sont entrés en jeu ont été exceptionnels. »

Une question qui revient sans cesse à l'ancienne star des Spurs est de savoir s'il reviendra en Premier League dans le but de battre le record historique de buts marqués détenu par Alan Shearer. Kane compte 213 buts en Premier League à son actif et a besoin de 48 buts supplémentaires pour dépasser le total de 260 buts de Shearer.

Tottenham aurait inclus une clause de rachat dans le contrat de Kane, et ce dernier a répondu aux rumeurs d'un retour en Angleterre en 2025. Il a déclaré : « Je ne sais pas (si je reviendrai), je suis très heureux ici à Munich. Ce n'est pas quelque chose auquel je pense. Ce sera toujours « nous » (avec les Spurs) parce que j'y ai passé toute ma vie. Je suis fan de cette équipe et je continuerai toujours à la suivre et à voir comment elle se débrouille. Elle fera toujours partie de ma vie, c'est certain, mais pour l'instant, je me plais beaucoup ici.

TONI KROOS DÉFEND LA STAR PORTUGAISE

«Si Cristiano part demain, cette ligue perdra tout son charme»

Selon A Bola, Ronaldo a déjà repris l'entraînement avec Al-Nassr après avoir manqué les deux derniers matchs en signe de protestation contre les transferts effectués en janvier. Nassr a désormais fixé la date de son retour, contre Al-Fateh le week-end prochain. Nassr affrontera Arkadag au Turkménistan en Ligue des champions asiatique 2 en milieu de semaine, mais Ronaldo ne devrait pas participer à ce match. Aujourd'hui, son ancien coéquipier Kroos, qui a joué aux côtés du Portugais au Real, a défendu ses actions, insistant sur le fait que personne ne regarderait la Ligue professionnelle saoudienne s'il n'était pas actif dans la compétition. Il a déclaré dans son podcast, selon O Jogo : «La ligue saoudienne est un phénomène étrange. Personne n'en avait entendu parler avant l'arrivée de Cristiano Ronaldo, et maintenant ils manquent de respect à l'homme qui les a fait connaître au monde entier. Si Cristiano part demain, cette ligue perdra tout son charme. Sans Ronaldo, personne ne regarderait la ligue saoudienne.» Ronaldo a pris la décision de se retirer de la course pour jouer à Nassr, après avoir vu le PIF, propriétaire des quatre principaux clubs du pays, autoriser Karim Benzema à passer d'Ittihad à Hilal, renforçant ainsi les rivaux les plus proches de Nassr dans la course au titre.

La crise de colère de Ronaldo

Cependant, la Ligue professionnelle saoudienne a réprimandé Ronaldo pour ses actions, publiant une déclaration dans laquelle elle déclare : « La Ligue professionnelle saoudienne est structurée autour d'un principe simple : chaque club fonctionne de manière indépendante selon les mêmes règles. Les clubs ont leur propre conseil d'administration, leurs propres dirigeants et leur propre direction footballistique.

Les décisions en matière de recrutement, de dépenses et de stratégie appartiennent à ces clubs, dans un cadre financier conçu pour garantir la durabilité et l'équilibre concurrentiel. Ce cadre s'applique de manière égale à l'ensemble de la ligue. Cristiano s'est pleinement engagé auprès d'Al Nassr depuis son arrivée et a joué un rôle important dans la croissance et l'ambition du club. Comme tout compétiteur d'élite, il veut gagner. Mais aucun individu, aussi important soit-il, ne peut prendre de décisions au-delà de son propre club. Les récents transferts démontrent clairement cette indépendance. Un club s'est renforcé d'une manière particulière. Un autre a choisi une approche différente. Il s'agit là de décisions prises par les clubs, dans le respect des paramètres financiers approuvés. La compétitivité de la ligue parle d'elle-même. Avec seulement quelques points séparant les quatre premiers, la course au titre est très ouverte. Ce niveau d'équilibre reflète un système qui fonctionne comme prévu.



O MARSEILLE

De Zerbi sous grosse pression

La gifle reçue au Parc des Princes continue de résonner dans tout l'environnement marseillais. Battu 5-0 par le Paris Saint-Germain, l'Olympique de Marseille traverse un nouveau moment charnière de sa saison et l'avenir immédiat de Roberto De Zerbi suscite désormais de nombreuses interrogations. Entre frustration interne, critiques des supporters et tensions dans le vestiaire, la position de Roberto De Zerbi apparaît plus fragile que jamais. Derrière les discours de façade, la crise semble s'installer durablement et pourrait contraindre dirigeants comme entraîneur à prendre des décisions rapides.

Dimanche soir, Roberto De Zerbi est apparu marqué par la déroute subie face au PSG, une défaite historique qui a replongé l'OM dans une zone de turbulences. L'entraîneur italien a reconnu la douleur ressentie après la rencontre en déclarant : «Je ne suis pas découragé, je suis triste». Une phrase révélatrice de l'état d'esprit du techni-

cien, conscient que cette contre-performance pourrait peser lourd dans la suite de sa saison et dans sa relation avec les supporters marseillais.

Pourtant, Roberto De Zerbi espérait que les mesures prises après l'élimination européenne, notamment les discussions internes et les ajustements d'effectif, permettraient à l'OM de repartir sur de meilleures bases. L'entraîneur avait notamment insisté auprès de ses joueurs pour ne «jamais oublier» l'échec de Bruges, espérant transformer cette désillusion en moteur de réaction. La correction subie à Paris a finalement produit l'effet inverse, renforçant les doutes autour du projet mené par Roberto De Zerbi.

Roberto De Zerbi lâché par son vestiaire

Avant même la rencontre face au PSG, Roberto De Zerbi était déjà confronté à une contestation croissante dans certaines franges du public marseillais. Selon RMC Sport, les supporters reprochaient à Roberto De Zerbi ses changements fréquents de systèmes et de compositions, jugés déstabilisants pour l'équipe. Malgré ces critiques, la victoire en Coupe de France contre Rennes (3-0) avait temporairement apaisé les tensions. L'humiliation parisienne a cependant ravivé la colère, certains groupes de supporters remettant désormais ouvertement en question la capacité de Roberto De Zerbi à redresser la situation.

En parallèle, Roberto De Zerbi doit également composer avec un malaise latent dans son vestiaire. A en croire RMC Sport, plusieurs joueurs auraient exprimé des incompréhensions concernant certaines décisions tactiques ou disciplinaires prises par l'entraîneur italien.

FC BARCELONE

Laporta présente sa démission

Le président du FC Barcelone Joan Laporta a présenté sa démission afin de pouvoir se présenter à sa réélection le 15 mars prochain, a annoncé le club catalan lundi.

Rafael Yuste, actuel vice-président du Barça, assurera la direction par intérim du club jusqu'au 30 juin prochain, date à laquelle le prochain président élu commencera son mandat.

63 ans, Laporta, qui préside le club barcelonais depuis 2021 après un premier passage de 2003 à 2010, est considéré par la presse catalane

comme le favori de la prochaine élection.

Son principal opposant est Victor Font, qui avait terminé en deuxième position du vote des socios en 2021.





CULTURE ET POLITIQUES PUBLIQUES

Devant les députés, la ministre Bendouda redessine la stratégie culturelle du pays

Auditionnée à l'Assemblée populaire nationale, Malika Bendouda a présenté un bilan dense de l'année 2025 et tracé les priorités du secteur pour 2026-2028. Protection du patrimoine, numérisation, cinéma historique, justice culturelle, la ministre détaille un cap où la culture devient, selon ses mots, « un secteur économique productif » et « la puissance douce » de l'État algérien.



NASSIM TERKI

Auditionnée par la Commission de la culture, de la communication et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale, et en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Malika Bendouda a présenté un état des lieux détaillé de l'action culturelle menée en 2025 ainsi que les orientations stratégiques retenues pour la période 2026-2028. Un exercice qui a permis de mesurer à la fois les avancées du secteur et les ambitions qui lui sont assignées. Le bilan de l'année écoulée s'ouvre sur la question du patrimoine, domaine où le ministère revendique un progrès notable, 65 biens culturels supplémentaires ont été classés, portant leur nombre total à 1 126. Parallèlement, plusieurs biens spoliés ont pu être récupérés. Sur le plan international, la ministre a mis en avant la présence renforcée de l'Algérie au sein de l'UNESCO, notamment à travers la révision de certains dossiers pour en élargir la portée, comme celui consacré aux « cos-

tumes festifs féminins ». Elle a également souligné que l'Algérie avait confirmé son antériorité dans l'inscription du « caftan ». La question sociale occupe une place particulière dans ce bilan. Le lancement du centre socio-sanitaire d'Aïn Benian et la distribution de 14 400 cartes d'artiste figurent parmi les mesures visant à mieux protéger les professionnels du secteur. Le champ cinématographique, lui, a bénéficié du financement de 40 projets en fin d'année, tandis que de nouveaux dossiers seront désormais ouverts à l'examen. Le soutien à l'édition et le succès du Salon international du livre (appelé à devenir une structure autonome) ont également été mis en avant. À plus long terme, la ministre a défini une ligne directrice claire, faire de la culture « un secteur économique productif » capable de contribuer au produit intérieur brut. Cet objectif passe par une transformation profonde, à commencer par la numérisation des institutions culturelles. Le ministère vise la digitalisation de 70 % des collections muséales et la généralisation du paiement électronique. L'industrie ciné-

matographique constitue l'un des axes majeurs de cette nouvelle trajectoire. Plusieurs grandes productions consacrées à la mémoire nationale doivent être engagées, parmi lesquelles un film sur l'Émir Abdelkader, un autre sur la bataille de Mzî, ainsi qu'une œuvre dédiée à la Commandante Halima. L'extension des bibliothèques publiques vers les nouvelles wilayas s'inscrit quant à elle dans la volonté d'assurer une forme de justice culturelle sur l'ensemble du territoire. Malika Bendouda a rappelé le rôle politique et symbolique de la création artistique, affirmant que la culture représente « la puissance douce » capable de consolider l'identité nationale et de soutenir la diplomatie algérienne face aux transformations du monde. Les députés ont, pour leur part, relayé plusieurs préoccupations liées à la situation des projets culturels, publics comme privés, et aux perspectives d'investissement dans le secteur. La séance s'est poursuivie par un échange nourri sur les moyens de renforcer les politiques culturelles et d'accompagner les créateurs dans leurs initiatives.

FIGURE SINGULIÈRE DES LETTRES ALGÉRIENNES

Disparition de l'écrivain Mahmoud Aroua

La littérature algérienne perd l'une de ses voix les plus discrètes et les plus constantes. Mahmoud Aroua, médecin et écrivain, est décédé dimanche, laissant derrière lui une œuvre abondante qui explore aussi bien le récit historique que la poésie ou l'histoire de la médecine. Installé pendant des années à Belouizdad, au cœur d'Alger, il avait repris le cabinet de son père, Ahmed Aroua, tout en construisant en parallèle une trajectoire littéraire singulière. Auteur polyvalent, il avait signé deux recueils de poésie, Origami et Fenêtre sur rêves, un recueil de nouvelles, Comme un boomerang, et s'était fait connaître pour ses romans à forte dimension historique. L'un des traits distinctifs de son parcours reste toutefois son intérêt pour l'histoire de la médecine, domaine peu fréquenté en Algérie. Mahmoud Aroua avait consacré plusieurs ouvrages aux grandes figures et aux pratiques médicales dans le monde arabe et islamique : Ibn Rushd le médecin, L'anesthésie et la réanimation dans l'histoire de la médecine islamique, Traitement de la douleur, de la médecine arabe à la médecine moderne, Le cœur dans la médecine arabe, ou encore Commentaire au poème de la médecine d'Avicenne : Traduction, introduction et notes. Son dernier essai, Ibn Hamadush Al-Djazaïri, le savant solitaire du XVIII^e siècle, est paru en 2025 aux éditions Casbah. Dans le domaine romanesque, il avait publié quatre ouvrages : L'enfant qui ne pleure jamais, Sentiments sous anesthésie, Un ange sur McDonald et, en 2022, Staten Island. Ce dernier roman, rapidement remarqué, met en scène Alex Morgan, universitaire new-yorkais de 25 ans spécialisé dans l'histoire de l'art médiéval, qui tente d'échapper à la douleur de voir sa femme agoniser. Lors d'une promenade à Staten Island, il heurte une bouteille opaque gravée d'inscriptions étranges : elle renferme l'âme d'Ouria, princesse de Baghdad au IX^e siècle endeuillée par la perte de son mari. Suivant les indications contenues dans le mystérieux objet, Alex entreprend de permettre à Ouria de « renaître dans le corps de sa femme ». « Mon roman essaye de véhiculer un message d'espoir. En dépit des souffrances vécues par les deux personnages, il faut toujours s'accrocher à la vie. Je voulais faire voyager le lecteur à New York qui est l'une des plus grandes villes du monde actuel, comme c'était le cas autrefois pour Baghdad », expliquait l'auteur à El Moudjahid lors d'une rencontre littéraire, le 3 août 2023. Ce mélange de rigueur scientifique, de curiosité historique et d'imaginaire romanesque constituait la signature d'un écrivain qui cultivait la modestie, la disponibilité et une générosité saluée par ses lecteurs comme par ses pairs. Ceux qui l'ont côtoyé évoquent également une vaste culture dont témoignait chacune de ses publications.

N.T.

145 ans après sa mort

Dostoïevski, l'écrivain qui continue de façonner notre modernité

Cent quarante-cinq ans après sa disparition, le 9 février 1881, Fiodor Dostoïevski continue de hanter la littérature mondiale comme peu d'écrivains du XIX^e siècle. Figure majeure des lettres russes, il demeure l'auteur dont la trajectoire intime (faite de ruptures, de reconstructions et d'angoisses) irrigue une œuvre qui a profondément remodelé le roman moderne. Né en 1821 dans une famille modeste, Dostoïevski grandit dans une atmosphère où la maladie et le deuil occupent une place précoce. Rien ne le destine pourtant à devenir l'une des voix les plus dérangeantes du siècle. À Saint-Pé-

tersbourg, il s'insère dans les cercles intellectuels progressistes qui voient dans la littérature un moyen d'action politique. Cet engagement lui vaut d'être arrêté et condamné par le tsar. Quatre années de bagne en Sibérie, suivies d'un exil militaire, modifient radicalement son regard, l'écrivain y découvre la violence sociale, la misère des classes populaires, et ce monde qu'il n'avait jusqu'alors approché qu'en observateur lointain. Cette expérience le fait revenir à la littérature avec un autre regard. À son retour, Dostoïevski se rapproche des libéraux, tout en revendiquant un attachement profond à ce qu'il nomme « le bon

peuple russe ». Cette tension, entre ouverture politique et nationalisme assumé, traverse toute son œuvre et ses prises de position. Parmi ses influences littéraires, Balzac occupe une place centrale, Dostoïevski le lit, l'admire, et le traduit, trouvant chez lui une manière d'explorer la société dans ses contradictions. Il publie très tôt et très vite. Mais ce qui distingue Dostoïevski est moins la cadence que la forme, une écriture fondée sur le dialogue, l'affrontement des voix, la fragmentation des perspectives. Il rompt avec le « type » littéraire figé pour laisser émerger des personnages ambivalents, souvent en lutte contre eux-

mêmes, façonnés par leurs contextes, leurs obsessions, leurs contradictions. Crime et châtiment, Les Frères Karamazov, L'Idiot ou Les Démones donnent ainsi naissance à une dramaturgie intérieure dont les écrivains du XX^e et XXI^e siècles ne cessent de se réclamer. Toute sa vie, Dostoïevski oscille entre exaltation et effondrement. Endetté, sujet à de violentes crises d'épilepsie, il écrit parfois dans l'urgence, parfois dans l'euphorie, toujours dans un rapport presque sacrificiel à la littérature. Sa quête d'authenticité est inséparable d'une profonde inquiétude métaphysique, irriguée par une foi religieuse

qui imprègne nombre de ses romans et journaux. La reconnaissance arrive tard. Ce n'est que dans les dernières années de sa vie qu'il devient une figure célébrée dans l'Empire russe. Depuis les années 1950, l'influence de Dostoïevski n'a cessé de s'étendre, de Sartre à Camus, de Philip Roth à Svetlana Alexievitch. À l'heure où le roman contemporain place le dialogue et les subjectivités éclatées au centre de ses préoccupations, son héritage demeure un point d'ancrage incontournable, celui d'un écrivain qui, en scrutant l'ombre et l'intranquillité, a donné à la littérature un territoire nouveau.

Trait d'esprit

“Ne juge pas chaque jour à la récolte que tu fais mais aux graines que tu sèmes.”

Robert Louis Stevenson

En violation du droit international

L'entité sioniste accélère l'annexion de la Cisjordanie

Le gouvernement Netanyahu a franchi, dimanche dernier, une étape lourde de conséquences en Cisjordanie occupée. Le cabinet de sécurité a validé une série de décisions qui renforcent massivement le contrôle israélien sur les zones A et B, celles théoriquement sous administration palestinienne, selon les accords d'Oslo, tout en facilitant l'achat de terres par des colons juifs et en marginalisant l'Autorité palestinienne. Elles visent principalement Hébron, cette grande ville palestinienne où, au milieu d'une population locale sous haute surveillance, s'est implantée une communauté de colons juifs protégée par de fortes mesures de sécurité. En vertu de nouvelles règles, la compétence pour délivrer les permis de construire, même à proximité du site des Patriarches (au niveau de la mosquée Ibrahimi), sera transférée de la municipalité palestinienne à l'administration civile israélienne. Pour un grand nombre d'observateurs, cela signifie la création d'une municipalité parallèle pour le secteur des colons, directement contrôlée par l'occupation et en opposition au protocole d'Hébron de 1997. Autre mesure explosive, celle relative à l'abrogation des anciennes réglementations jordaniennes (antérieures à 1967) qui interdisaient aux Juifs d'acquérir des terres en Cisjordanie. Désormais, les colons pourront acheter directement, sans passer par des entités intermédiaires, et les registres fonciers seront déclassifiés afin de lever des obstacles liés à la bureaucratie. Le tout s'accompagne d'une extension des pouvoirs d'intervention israéliens en zones A et B sur des questions environnementales, archéologiques ou d'eau, autant de domaines qui permettront de multiplier les démolitions de maisons palestiniennes. L'Autorité palestinienne a immédiatement dénoncé un « projet de légaliser l'expansion des colonies » et de « voie d'annexion rampante ». La présidence à Ramallah parle d'un pas « dangereux et illégal » qui enterre un peu plus la perspective d'un État palestinien viable. La réaction internationale n'a pas tardé. António Guterres, secrétaire général de l'ONU, s'est dit « gravement préoccupé ». Son porte-parole a rappelé que les colonies en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, sont « dépourvues de validité juridique » et constituent une « violation flagrante du droit international ». La Cour internationale de Justice l'avait déjà tranché. La présence israélienne prolongée dans les territoires occupés est illégale. Guterres appelle Israël à revenir sur ces mesures et exhorte toutes les parties à préserver la solution à deux États, seule voie vers une paix durable, selon les résolutions de l'ONU. Du côté israélien, les ministres Bezalel Smotrich (Finances, en charge des colonies) et Israel Katz (Défense) présentent ces changements comme une « transparence accrue » et une « levée de barrières discriminatoires » datant de l'ère jordanienne. Certains membres du gouvernement, comme le ministre de l'Énergie Eli Cohen, vont plus loin en parlant ouvertement de « souveraineté de facto » qui rend impossible un futur État palestinien. Ces décisions interviennent dans un contexte déjà explosif. Depuis octobre 2023, plus de 1 000 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie par l'armée et des colons, des milliers arrêtés, et la violence quotidienne s'intensifie. Elles risquent d'enflammer davantage une région où la coexistence est déjà précaire, tout en torpillant les rares chances restantes d'une négociation. En validant ce virage administratif, le cabinet Netanyahu ne se contente pas d'accélérer la colonisation, mais il pose des actes concrets qui rendent la division territoriale, socle de la solution à deux États, de plus en plus irréalisable sur le terrain. La communauté internationale, jusque-là souvent timorée, est appelée à réagir avec fermeté si elle ne veut pas voir s'effondrer définitivement l'horizon d'une paix négociée.

R.N.

Des vents violents attendus ce mercredi dans plusieurs wilayas

L'Office national de la météorologie (ONM) a mis en garde, dans un bulletin spécial publié (BMS) hier, contre des vents forts pouvant atteindre 80 km/h dans plusieurs wilayas du pays, à partir d'aujourd'hui mercredi. Dans une alerte de niveau 2 sur la carte de vigilance, l'Office a indiqué que des vents d'ouest à sud-ouest, soufflant à une vitesse comprise entre 50 et 80 km/h, toucheront les wilayas de Chlef, Tipaza, Alger, Boumerdès et Tizi

Ouzou, et ce jusqu'à ce soir à 19 h 00. Le bulletin fait également état d'une alerte particulière concernant des vents d'ouest à nord-ouest, avec des vitesses oscillant entre 50 et 60 km/h, pouvant atteindre ou dépasser les 80 km/h, dans les wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf. Par ailleurs, les wilayas de Tlemcen, Aïn Témouchent, Oran et Mostaganem connaîtront des vents de sud-ouest soufflant entre 50 et 60 km/h, qui se poursuivront jusqu'à ce soir à 19 h 00.

Séisme de faible magnitude à Béjaïa

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,5 sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à 05 h 51, a annoncé le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). Selon la même source, l'épicentre du séisme a été localisé à environ deux kilomètres au sud-est de la région de Tifra, dans la wilaya de Béjaïa. Aucune perte humaine ni matérielle n'a été signalée. Toutefois, la secousse a été ressentie par des habitants de plusieurs zones avoisinantes.

L'EXPRESS

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Les principales orientations du président Tebboune

Réuni hier sous la présidence du chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, le Conseil des ministres a examiné plusieurs dossiers jugés prioritaires, au premier rang desquels la sécurité hydrique, les préparatifs du mois de Ramadhan et l'état d'avancement des programmes complémentaires dédiés à certaines wilayas, notamment Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf.



Au chapitre de l'eau, le président de la République a donné plusieurs orientations visant à renforcer durablement l'approvisionnement, en particulier dans les régions du Sud. Selon un communiqué de la Présidence, instruction a ainsi été donnée au ministre des Ressources en eau d'engager, dans les mois à venir, la réalisation de deux stations de dessalement d'eau à Tamanrasset et à Tindouf. Des projets qualifiés d'essentiels pour répondre aux besoins croissants des populations locales et sécuriser l'accès à cette ressource vitale dans ces zones sahariennes. Dans la même dynamique, le chef de l'État a ordonné la création d'une nouvelle station de traitement et d'épuration des eaux usées à Tindouf, s'inscrivant dans une approche globale de gestion rationnelle et durable des ressources hydriques. Il a, par ailleurs, insisté sur le renforcement des dispositifs de prévention, de contrôle

et de vigilance concernant les barrages arrivés à pleine capacité, afin d'éviter tout risque ou dysfonctionnement. La question de la distribution de l'eau potable a également été largement discutée lors de cette réunion. Le président Tebboune a rappelé la nécessité absolue du respect strict des plans de distribution arrêtés à l'échelle nationale, et ce tout au long de l'année. À ce titre, il a qualifié d'inadmissible la récente coupure d'eau enregistrée dans la wilaya de Chlef, avant son rétablissement, mettant en garde contre toute forme de relâchement ou de négligence susceptible de provoquer de tels incidents à l'avenir. S'agissant des préparatifs liés au mois sacré de Ramadhan, le président de la République a appelé à une mobilisation renforcée de l'ensemble des institutions concernées afin de garantir aux citoyens des conditions de vie empreintes de sérénité et de confort. Il a exhorté le gouvernement à redoubler d'efforts durant cette période,

afin d'assurer une gestion efficace des préoccupations quotidiennes et de répondre rapidement aux attentes de la population. Le chef de l'État s'est, en outre, félicité de l'abondance constatée sur les marchés pour plusieurs produits de large consommation, soulignant que cette disponibilité doit impérativement se traduire par un impact positif sur les prix, notamment durant le mois de Ramadhan. Enfin, le Conseil des ministres a abordé l'état d'exécution des programmes complémentaires destinés aux wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf. À ce sujet, le président Tebboune a salué la concrétisation des projets inscrits dans les délais impartis. Il a également instruit le gouvernement de préparer de nouveaux programmes similaires au profit des wilayas accusant un retard de développement, avec une attention particulière accordée aux wilayas récemment créées, dans une optique de rééquilibrage territorial et de justice sociale.

Y. R.

Sahara occidental

La fédération de football de la RASD est née

C'est en terres algériennes qu'est née, hier, la Fédération de football de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Ce grand événement pour le peuple sahraoui, notamment sa jeunesse, intervient, faut-il le rappeler, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de la République arabe sahraouie démocratique et s'inscrit dans le cadre des orientations politiques suprêmes du pays, visant à soutenir les causes de libération et à renforcer la solidarité régionale et internationale. Cette initiative reflète la profondeur des relations fraternelles entre l'Algérie et la

République sahraouie dans sa lutte contre le colonialisme marocain, afin que la voix du peuple sahraoui soit entendue. Arrivée, hier, à l'Aéroport international Houari-Boumediene, la délégation sahraouie prendra part à la cérémonie de fondation de la Fédération sahraouie de football à l'hôtel Mazafran, dans une démarche visant à mettre en valeur le développement du sport sahraoui sur la scène internationale. Au programme, l'organisation d'une conférence de presse jeudi matin, consacrée à la présentation du match attendu entre les stars de l'équipe nationale algérienne et leurs homolo-

gues du Sahara occidental, un événement sportif à forte portée symbolique et humaine dépassant le simple cadre sportif.

Un match symbolique sous le signe de la solidarité

Puis, vendredi, un match de gala se déroulera au stade Nelson-Mandela de Baraki, versus une sélection algérienne, composée de Mohamed Amine Zemmamouche, Rabie Meftah Nourredine, Derbouche Hocine, Bilal Azzine, Zouani, Djamel Belamri, Abdelmoumen Djabou, Hadj Aïssa, Ziaya et Natache, sous la direction de l'entraîneur Younes Ifticène. De son côté, la sélection du Sahara occidental sera composée de joueurs évoluant dans les championnats européens, notamment en Espagne et au Portugal. La rencontre sera retransmise en direct par les médias, dans une illustration du rapprochement populaire et de la diplomatie sportive entre les deux peuples.

Le programme prévoit également une visite touristique pour la délégation sahraouie samedi, avant l'organisation d'une réception officielle en son honneur à l'hôtel Mazafran à Alger, marquant la clôture d'une visite aux dimensions politiques, culturelles et sportives.

Des messages qui dépassent le cadre sportif

En définitive, une initiative qui vise à renforcer la présence sahraouie sur la scène sportive et médiatique et à réaffirmer le soutien constant de l'Algérie à la cause sahraouie. Elle constitue également une occasion de mettre en valeur l'image de l'Algérie en tant que terre d'accueil de la solidarité africaine et internationale, et comme un espace de rencontre sportive et culturelle, à un moment où la diplomatie sportive prend une importance croissante comme moyen de rapprochement entre les peuples.

R.S.